

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

UNE TÊTE FACILE À CHANGER



(Dessin de Boris Efimov)

Poincaré devant l'Allemagne

La presse française s'abstient de formuler des jugements sur le développement prochain des événements d'Allemagne. M. Poincaré a seulement dit, dans un de ses récents discours dominicaux, que le spectre de l'anarchie en Allemagne n'est pas, pour l'effrayer. La France saura défendre l'ordre et la paix sociale contre l'anarchie allemande ! La France est un pays de mœurs stables, d'ordre, etc !..

Nous pensons que la quiétude de M. Poincaré est plus apparente que réelle.

M. Poincaré est en effet dans une situation contradictoire au possible. Il assiste à la ruine économique de l'Allemagne. Sa presse explique à l'opinion publique que ce n'est pas sérieux, que l'Allemand est malin, qu'il se ruine lui-même pour ne pas payer. De cette fable, M. Poincaré ne croit évidemment pas un traître mot. Il ne peut pas ne pas comprendre parfaitement que ce qui se passe en Allemagne n'est autre chose que la ruine complète de l'organisme économique dont il attend le paiement des réparations. Cette ruine annonce une révolution. M. Poincaré doit y penser.

Il pourrait se résoudre à un compromis avec le gouvernement Stresemann, comme certains milieux français l'y invitent en soulignant que c'est le gouvernement de l'abandon de Poincaré. Mais cet abandon est-il sérieux ? Stresemann était nationaliste hier. Stresemann n'a pas de meilleur appui que le général von Seeckt qui est... le général von Seeckt. Enfin, M. Poincaré se demande quelles concessions devraient être faites pour que le gouvernement Stresemann se consolide ? Il faudrait, pour cela, renoncer à toutes les exigences territoriales de l'impérialisme français, diminuer fortement le montant des réparations, consentir à l'Allemagne un moratoire de plusieurs années. M. Poincaré ne représente pas personnellement les revendications territoriales de l'impérialisme français. Il comprend vraisemblablement que le développement actuel de l'aviation ne permet plus de considérer le Rhin comme une frontière sûre. Mais M. Poincaré ne peut pas se séparer nettement de la camarilla du maréchal Foch, n'étant pas certain d'atteindre son but principal. Il représente les masses paysannes cossues qui ne veulent pas payer de nouveaux impôts, les rentiers, porteurs des emprunts de guerre et de reconstruction des régions dévastées. Il lui faut de l'argent, de l'argent et encore de l'argent.

Et s'il ne peut pas apporter de l'argent à ses commettants, il faut qu'il leur apporte des gages, des gages qu'on puisse tenir en main : la Sarre, la Rhénanie, la Ruhr. M. Poincaré ne peut donc pas faire la moindre concession à l'Allemagne et son intransigeance condamne tout ministère allemand constitué sur une plate-forme d'exécution du traité de Versailles.

De sorte qu'une question se pose tout à fait impérieusement : Et après ? La banqueroute du cabinet

Stresemann, ministère-tampon, mal installé entre la contre-révolution et la révolution, signifie la guerre civile. Et c'est ici que nous entendons M. Poincaré déclarer : « Nous ne craignons pas l'anarchie allemande ! » Qu'est-ce à dire ? Que les blancs fassent la guerre aux rouges et les rouges aux blancs ! Qu'ils s'exterminent les uns les autres ! Et l'Allemagne cessera de jouer un rôle politique !

M. Poincaré pense dans cette circonstance tout à fait comme ce général autrichien qui, revenu en 1919 des Pays baltes et interrogé sur l'avenir de la Russie, répondait : « Les blancs font la guerre aux rouges ; je suis d'avis qu'il faut encore armer les verts ! » Mais, politique clairvoyant, M. Poincaré doit aussi penser aux pires hypothèses ; à la victoire possible soit des blancs, soit des rouges.

La victoire des blancs, il ne la craint pas. Si les généraux des Hohenzollern, les Ludendorff, se mettent à la tête de l'Allemagne. M. Poincaré a les mains libres. Il lui devient facile de mobiliser l'opinion publique de la France paysanne au cri de *la Patrie en danger* ! L'opinion publique américaine et anglaise, dans laquelle le ressentiment contre le kaiserisme est encore vivace, ne lui fait plus d'opposition. Il fait occuper la ligne du Mein coupe l'Allemagne du Sud de l'Allemagne du Nord, fait marcher les troupes polonaises sur la Prusse orientale, Berlin et Oppein, fait menacer Dresde et Leipzig par les Tchécoslovaques. Le spectre des Hohenzollern paralyse les masses ouvrières et lui laisse toute liberté d'action. L'Allemagne occupée, l'impérialisme français brise sa centralisation, y substitue un lien fédératif sous l'hégémonie de la Bavière catholique et assume le contrôle de l'industrie germanique.

Mais en cas de victoire des rouges, que fait M. Poincaré ? En ce cas, la situation est mille fois plus difficile. La peur de la révolution aiguillonne la bourgeoisie internationale. Mais l'esprit révolutionnaire enthousiasme les masses ouvrières de France, d'Angleterre et d'Amérique. M. Poincaré sait qu'il ne lui serait pas facile de convaincre les arrière-neveux des communards de 71 qui travaillent dans ses usines de munitions, font marcher ses chemins de fer, desservent ses armes techniques, de la nécessité de le soutenir contre une Allemagne rouge, communarde à son tour. M. Poincaré espère sans doute que l'Allemagne méridionale, agricole, catholique et séparatiste, se séparerait du Nord prolétarien, que les junkers prussiens s'entendraient avec la Pologne, que peut-être la contre-révolution catholique, séduite par la promesse d'une future hégémonie bavaroise, laisserait soumettre l'oligarchie agraire prussienne à la Pologne. Coupé de l'agriculture du Sud et de l'Est, le Nord de l'Allemagne ne pourrait tenir. Dans cette hypothèse, il ne resterait à la France impérialiste qu'à établir autour du Rhin et de la Ruhr un cordon de tranchées, peut-être à fournir quelque renfort aux Bavarois pour leur permettre de tenir sur la ligne du Danube et du Rhin, peut-être occuper la ligne du

Mein. Puis, à la débâcle de la révolution allemande, la bourgeoisie germanique serait tellement terrorisée qu'elle consentirait à toutes les annexions, à toutes les transformations politiques, ne demandant qu'à lécher les bottes du militarisme français, son libérateur. Épuisée, morcelée, l'Allemagne ne pourrait pas se nourrir. Une partie de sa population servirait à engraisser les mauvaises terres de l'Amérique du Sud et les colopies anglaises...

Seulement il reste une hypothèse que M. Poincaré n'ose certainement pas examiner sous tous ses aspects : *Et si la révolution allemande — faite par des millions de prolétaires trempés dans la lutte sociale, renforcés par une nombreuse petite bourgeoisie ruinée, renforcés par quelques centaines de milliers d'intellectuels désespérés, imbus d'esprit national et pourvus d'une éducation militaire — avait la force de rassembler sous ses drapeaux écarlates toutes les terres allemandes et de défendre contre l'impérialisme français la nation allemande ?*

M. Poincaré devrait bien comprendre qu'une telle Allemagne, il ne pourrait la vaincre. Pour la combattre, il devrait mobiliser toutes les classes et contraindre ses vassaux à faire la guerre. Sans doute les armées modernes ont-elles une grande supériorité sur les populations insurgées. Une sanglante occupation de l'Allemagne est, à la rigueur, concevable. Mais ce ne serait qu'une victoire de Pyrrhus. Voici pourquoi.

La Pologne réunit sous son joug des nationalités disparates. A l'Est, ses populations ukrainiennes, blanc-russiennes, lithuanienues, abominent le propriétaire polonais. Le mouvement ouvrier y est fort. L'Etat, jeune et pauvre, n'y est pas encore affermi.

La Tchécoslovaquie est également minée par les conflits de nationalités. Sur 12 millions d'habitants, elle a 3 millions de prolétaires. Elle ne nourrit aucun dessein de conquête à l'égard de l'Allemagne.

Pour ces pays, obéir à un Poincaré, faire la guerre à l'Allemagne, ce serait mettre en jeu leur propre destinée. D'autant plus que ni la Russie des Soviets, ni aucune autre Russie imaginable ne pourrait assister impassible à des événements qui auraient pour conséquence de faire de la Bérésina une frontière française. Et quelle serait la situation de l'armée française en Allemagne ? L'Allemagne, occupée par surprise, résisterait de toutes ses énergies intérieures. La population allemande est instruite, le pourcentage de personnes connaissant le français y est élevé, le contact entre cette population révolutionnaire et la troupe de l'impérialisme serait infiniment dangereux. Les armées modernes ont besoin d'un appareil de liaison extrêmement complexe. A chaque instant, des partisans lui porteraient des coups sensibles. Ces partisans seraient légion. Ils réuniraient l'audace des combattants prolétariens à l'entraînement militaire. L'armée française sentirait le sol trembler sous ses pieds.

Qu'aurait-elle, à l'arrière ? Elle aurait un pays obligé à d'immenses efforts économiques, à d'immenses sacrifices militaires, à la mobilisation de tous ses fils, comprenant que c'est pour une œuvre inconnue et qu'il est impossible de maintenir dans l'esclavage des dizaines de millions d'hommes insurgés contre un joug étranger. Encore faible aujourd'hui, le

Parti Communiste français deviendrait le noyau de ralliement d'un mouvement révolutionnaire spontané.

Et plus loin encore à l'arrière, l'Angleterre, rivale de la France pour l'hégémonie européenne, la terre consciente de ce que chaque affaiblissement de la France est pour elle un avantage.

Nous sommes convaincus que M. Poincaré, en dépit de l'inépuisable source de force morale que constitue, pour l'avocat d'affaires qu'il est, le texte du traité de Versailles, sentira un petit frisson lui parcourir l'échine, rien qu'à l'idée de ces difficultés. Il prétend, c'est entendu, au rôle de sauveur de la civilisation capitaliste en France, mais nous ne pensons pas qu'il veuille devenir un des paladins de la révolution européenne.

Et c'est ce qui nous fait dire :

Le peuple allemand, quand il aura pris conscience de sa volonté, ne sera plus une proie offerte à tous les handits de grand chemin possesseurs d'un tromblon. Une révolution allemande se trouverait aux prises avec d'immenses dangers, mais susciterait dans le peuple allemand d'immenses énergies, le tirerait de sa prostration et, quelles que puissent être ses luttes et ses souffrances, ferait trembler la main qui se lèverait contre elle.

Karl RADEK.



NOTES D'ALLEMAGNE

La réaction veut tout le Pouvoir.

La crise ministérielle à peine dénouée — vraisemblablement pour peu de temps — par la reconstitution d'un cabinet Stresemann, n'a fait que traduire une tentative de la grande bourgeoisie pour prendre légalement ou à peu près un pouvoir dictatorial qu'elle ne cache pas son intention d'employer exclusivement contre le travail.

Dans la *Gazette de Voss*, George Bernhard, qui n'est pas le moins du monde un socialiste, a écrit tout net : « Il s'agit en définitive de savoir qui devra payer les dépenses des derniers mois (celles de la guerre économique de la Ruhr) et si l'assainissement de l'économie allemande doit s'accomplir exclusivement par un effort extraordinaire de la classe ouvrière ». En effet, tous les efforts du parti du centre et du parti démocrate, pour ressusciter la grande coalition, toutes les complaisances de la socialdémocratie, prête à sacrifier en fait la journée de 8 heures, ont échoué en présence de la volonté irréductible du parti de Stinnes (Populaire), qui veut une coalition de droite avec les nationaux-allemands et ne veut plus de gouvernement ni parlementaire, ni constitutionnel.

A son avis, l'heure de la dictature du grand patronat est venue. Dès aujourd'hui, il faut obliger le peuple allemand à travailler 10 heures par jour et à manger moins encore qu'il ne mange pour payer les réparations, payer les frais de la résistance passive de la Ruhr — qui a enrichi les industriels rhénans et bien d'autres fricoteurs — remettre l'industrie allemande à même de reprendre sa place sur le marché international. On ne peut imposer aux travailleurs d'Allemagne, sous-alimentés, surmenés, aigris, et, les meilleurs, conscients de leurs intérêts de classe, un semblable effort que par une dictature impitoyable dont la tâche serait de réduire immédiatement à l'impuissance toutes les organisations ouvrières, de décimer le Parti communiste et d'imposer une discipline toute prussienne du travail.

C'est ce que veut depuis longtemps M. Stinnes. Le grand ploutocrate, qui se flatta pendant la guerre d'organiser l'exploitation de la Belgique occupée, et, après la guerre, s'entendit avec le capital français (accord Stinnes-de Lubersac), est depuis longtemps le promoteur d'une politique de droite, anti-ouvrière, anti-démocratique, qui doit commencer par imposer la journée de 10 heures. On a beaucoup remarqué au Reichstag son activité pendant la crise ministérielle dont il est un des auteurs. C'est lui qui, le 3 et le 4, a négocié un rapprochement entre son Parti populaire et le Parti nationaliste. Sa gazette, la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, tient depuis quelques jours un nouveau langage. Elle ne parle que de « méthodes révolutionnaires » — à appliquer audacieusement par le patronat — pour la renaissance de l'Allemagne. Elle professe « un optimisme joyeux et une combativité qui l'attirent invinciblement à droite et dans lesquels le sociologue reconnaîtra l'indice de la décomposition des vieux partis ». « Il s'agit, écrit-elle dans son numéro du 4 octobre, d'une œuvre (de régénération) qui incombe avant tout aux partis de droite et ne peut évidem-

ment s'accomplir ni démocratiquement, ni parlementairement. » Avez-vous reconnu ce langage ? C'est, mot pour mot, celui des idéologues du fascisme dans la presse de Mussolini.

La *Zeit*, inspirée par M. Stresemann lui-même, a envisagé la dissolution du Reichstag et l'exercice d'un pouvoir extra-parlementaire : une dictature bourgeoise, sans le moindre masque.

Un manifeste des agrariens exige que l'on fasse « table rase », qu'on en finisse avec l'influence socialdémocrate, qu'un gouvernement bourgeois comprenant les nationalistes se forme, et annonce, dans le cas contraire, qu'il « coulera des flots de sang ». — Le gouvernement bavarois adresse cependant à Berlin, par télégramme, une demande d'adoucissement et de révision des impôts sur les classes possédantes. — Le même jour, en Saxe, le général Muller suspend, jusqu'à nouvel ordre, la parution de tous les journaux communistes...

Interrègne.

Le replâtrage a été malaisé, mais il a fini par réussir. La Grande Coalition des partis bourgeois et socialdémocrate s'est reconstituée, sans le citoyen Hilferding, vraiment trop incapable. Jusqu'au dernier moment, la chose a paru improbable. On parlait d'un « directoire » de six bourgeois, d'une coalition purement bourgeoise, de dissolution du Reichstag, de dictature de droite... Quel fait nouveau est venu modifier le cours des événements ? Une foule de choses se passent dans la coulisse. Retenons seulement que :

M. Stinnes a, d'après les révélations de la *Germania* (catholique), décidé de la crise quelques jours avant qu'elle n'éclatât ; l'Union patronale des Métallurgistes — le Comité des Forges allemands — *Verband Eisen-und Stahlindustriellen* — a, comme certains agrariens et la gazette de Stinnes, annoncé avec obstination la fin du parlementarisme et une dictature de droite ;

Les partis du centre (Démocrate et Catholique) se sont évertués à ressusciter la Grande Coalition ;

Les socialdémocrates ont sacrifié Hilferding et la journée de 8 heures.

Au dernier moment, la bourgeoisie a reculé devant les perspectives de la guerre civile. Les perpétuels conciliateurs des classes l'ont emporté.

L'impuissance du gouvernement Stresemann-Robert Schmidt devant la montée triomphale du dollar, l'arrogance de la réaction bavaroise, les exigences des rois de la Mine, de la Forge, de la Banque et de la Presse, reste totale.

Il ne peut qu'adorer le dollar, capituler devant Munich, servir le capital, maître bourru qui s'apprête à le renvoyer demain. Une seule affirmation est nouvelle dans la déclaration-programme du chancelier, faite au Reichstag le 6 :

« ...Pour intensifier la production, nous ferons appel à la bonne volonté des travailleurs et, s'il le faut, à la loi. »

La formule de compromis, acceptée par les socialdémocrates, dit, en effet, après avoir parlé

d'amélioration technique, qu'une « réglementation nouvelle de la durée du travail, la journée de 8 heures restant considérée en principe comme normale, sera arrêtée ». La Grande Coalition, dernière réserve de la démocratie allemande, rescuse par la vertu de ce nègre blanc.

...Dans l'entretemps le dollar a gravi les hauteurs suivantes : 1^{er} octobre, 242 millions de marks ; 3 octobre, 440 ; 5 octobre, 600 ; 6 octobre (cours libre à Berlin), 740 et 775 millions, d'après la *Morgenpost*...

A la manière de Nicolas II.

M. von Kahr a, le 7, promulgué en Bavière une nouvelle ordonnance interdisant, sous peine de prison, la rédaction, l'impression, la diffusion, sous quelque forme que ce soit, de quelque publication communiste que ce soit. Le style des rescrits de M. von Kahr rappelle ceux des décrets de feu Nicolas II — auquel de semblables mesures répétées pendant de longues années n'ont pas assuré une heureuse fin de règne...

Mais, au fait, le général Muller, qui représente à Dresde le pouvoir d'Ebert et de Gessler, a pratiquement supprimé tout aussi complètement la presse communiste. (La *Saechsische Arbeiterzeitung*, imitant l'exemple du *Voelkische Beobachter* nationaliste de Munich, n'en a d'ailleurs pas moins continué de paraître à Leipzig.)

En Thuringe rouge, le général Reinhardt entreprend de désarmer la classe ouvrière et ordonne (Gotha, 4 oct.) la livraison dans les 9 heures de toutes les armes possédées par les particuliers — sous peine de mort ! Les manifestations et les grèves sont interdites.

Allemagne rouge.

Sous la pression combinée de la dictature militaire, de l'offensive de la grande industrie contre la journée de 8 heures, du fascisme bavarois, du sabotage de la production organisé par le patronat, de la misère, l'Allemagne ouvrière sort de la profonde léthargie où l'avaient plongée quarante années de réformisme socialiste.

Voici le bloc de l'Allemagne rouge constitué. La Saxe et la Thuringe ont, depuis quelques jours, des gouvernements ouvriers composés de social-démocrates de gauche et de communistes. Ces deux gouvernements ont conclu un pacte d'alliance, semblable à celui qui unit, dans les deux pays, les partis social-démocrate (de gauche) et communiste. Leur programme de défense ouvrière comporte la « républicanisation de la Reichswehr »...

« C'est du propre ! va s'exclamer, à Pantin ou Montsouris, Celui qui n'y comprend rien. — Des « ministres communistes pour exiger la « républicanisation » de l'armée allemande ! »...

Expliquons à ce révolutionnaire intransigeant que les ministres social-démocrates ont précisément institué en Allemagne la dictature de l'Armée réactionnaire pour tenter de sauver à la fois leurs portefeuilles et l'enjeu de la grande-bourgeoisie ; tandis que nos camarades de Saxe et de Thuringe entrent dans les gouvernements Zeigner et Froelich, en régime d'état de siège et de dictature militaire, pour organiser malgré tout l'armement du prolétariat. Expliquons-lui encore que l'énumération « républicaine » d'une Armée réactionnaire, quand le mot « républicain » signifie uniquement : *échec aux rois du fer et du charbon*, peut être une action révolutionnaire.

Il se peut bien qu'une preuve historique nous en soit bientôt donnée par l'Allemagne rouge. La situation y est, en effet, d'une gravité qu'on ne saurait trop souligner. Toutes les libertés ouvrières supprimées, le droit de grève supprimé, la presse communiste supprimée, les centuries ouvrières désarmées et mises, en fait, dans l'impossibilité de manifester leur existence ; la police saxonne — dirigée par un social-démocrate — activement noyauté par la troupe fasciste ; à Dresde, le général Muller gouvernant seul, arrogant, sans contact avec le cabinet Zeigner ; à Gotha, le général Rheinhardt, ex-complice de Kapp, proconsul ; et toute la bourgeoisie allemande qui se prépare à en finir avec la Saxe et la Thuringe rouge ! »

Les ouvriers des deux pays sentent, voient le guet-apens s'organiser partout autour d'eux. Il suffit d'une provocation militaire pour les acculer à la grève générale — seule arme qui leur reste — c'est-à-dire à l'insurrection, la grève étant défendue et les rigueurs de l'état de siège annonçant une immédiate répression par les armes...

Ne pas agir, c'est, pour les prolétaires de cette Allemagne rouge, consentir à être traités en vaincus de guerre sociale sans avoir livré combat. Agir, c'est se mettre en révolte ouverte contre la dictature des généraux et donner à l'Allemagne blanche le signal de la grande attaque.

Le sort de la révolution allemande — et partant celui du prolétariat européen dans les dix ou vingt années à venir — se joue en ce moment dans le quadrilatère Erfurt-Dresde-Leipzig-Vogtland. Retenez tous ces noms, camarades !

Un verdict significatif.

A cette heure, une foule d'indices attestent la ferme volonté de la réaction d'engager partout le combat. Toute l'opinion publique en Prusse vient de suivre avec attention le procès d'un hobereau prussien des environs de Potsdam, le propriétaire Karl von Kaehne. Tout est typique dans cette affaire.

Von Kaehne était accusé d'avoir tué le jeune ouvrier Laase qui ramassait du bois dans son domaine. Von Kaehne et ses fils, auxquels il a donné une féroce éducation de *junkers*, ont déjà été plusieurs fois poursuivis pour voie de faits, coups et blessures infligés à de pauvres gens qui manquaient de respect à leur propriété. L'un des Kaehne ayant une fois surpris, dans ses terres, un paysan qui ramassait des champignons, l'avait assommé sur place. Il y avait contre le vieux Kaehne les présomptions d'assassinat les plus sérieuses. Quant à sa moralité de propriétaire et de dur hobereau prussien, il l'a manifestée avec orgueil devant les jurés, par des déclarations dans le genre de celles-ci :

« Nous sommes toujours armés et personne n'a le droit de nous reprocher de défendre notre bien. Je ne tire pas sur les gens convenables, mais je n'ai pas peur de tirer sur la canaille. » Il a reconnu avoir dit, en apprenant qu'on avait trouvé dans ses terres le cadavre d'un maraudeur : « Qu'il y reste et que les cochons le mangent ! »

Les jurés de Potsdam ont pensé que c'était très bien et l'ont acquitté (4 octobre). Il y a des juges à Potsdam, de bons juges pour les propriétaires qui savent leur métier !

Potsdam est une des citadelles de la réaction. La police a dû pourtant y protéger l'acquitté con-

tre une foule indignée qui conspuait les jurés et voulait, aux cris de : « Mort au dogue sanguinaire ! » lyncher M. de Kaehne.

Le Chancelier du fer et du charbon.

Tous les pays capitalistes ont à la fois deux sortes de gouvernants : monarques et ministres qui passent, financiers et hommes d'affaires qui durent. L'Allemagne actuelle a ainsi deux chanceliers. L'un, sans argent, sans presse, sans influence sociale autre que celle de ses maîtres, arrivé hier à un pouvoir beaucoup plus apparent que réel, s'en ira demain ; en attendant il en a toute la responsabilité formelle. — L'autre possède des mines, des usines, des domaines, des banques, des journaux ; n'est responsable de rien devant personne ; est au-dessus des lois ; fait l'opinion publique, les ministères, la paix et la guerre ; est inamovible. L'un n'est que l'exécuteur des ingrates besognes gouvernementales de la bourgeoisie. L'autre est le cerveau de la bourgeoisie.

Stresemann et Hugo Stinnes.

Dans la répartition des rôles, le premier — entouré de ses satellites socialdémocrates — a surtout pour mission réelle de préparer les voies au second.

M. Stinnes, en effet, se comporte depuis quelques jours très ostensiblement comme le maître véritable de l'Allemagne. Les pourparlers ne sont pas encore engagés entre MM. Stresemann et Poincaré. Mais M. Stinnes traite — dans le secret — avec le général Degoutte. A peine a-t-il fait grâce au ministère de la Grande Coalition qu'il lui adresse l'ultimatum du 9 octobre dont voici résumés les dix points :

- 1° Indemnisation pour le charbon confisqué par les français pendant l'occupation de la Ruhr ;
- 2° indemnisation pour les prélèvements forcés de l'impôt du Reich sur le charbon ;
- 3° abrogation de cet impôt pour la Ruhr ;
- 4° libre disposition des fournitures de charbon ;
- 5° priorité de la Ruhr dans le ravitaillement en vivres et matières premières ;
- 6° suppression du commissariat des charbons ;
- 7° reconnaissance aux industriels du droit de traiter avec les autorités françaises et
- 8° de résoudre avec elles les questions courantes ;
- 9° participation éventuelle des industriels à une régie franco-allemande des chemins de fer rhénans ;
- 10° journée de travail de 8 h. 30 dans les mines et de 10 heures partout ailleurs.

Le gouvernement est sommé de répondre au chancelier du fer avant le mardi 9, à midi. Anticipant sur sa réponse, les industriels de la Ruhr ont exigé des mineurs la prolongation de la journée de travail.

Jamais gouvernement officiel d'un pays n'a été traité avec autant de dédaigneuse arrogance par ses maîtres réels. M. Stresemann et le citoyen Robert Schmidt ont « encaissé » le soufflet de Stinnes et interrompu toutes leurs affaires courantes pour examiner ses « propositions... »

Le plus beau dans tout ceci c'est de voir M. Hugo Stinnes se poser en victime — toute puissante ! — de la guerre économique de la Ruhr, exiger (patriotiquement) des indemnités, des compensations, des privilèges...

Un magnat.

M. Hugo Stinnes a développé sa puissance industrielle et financière sous l'ancien régime impérial. La prospérité de l'Empire a été la sienne. Les armements du kaiser l'ont enrichi ; il était le grand fournisseur de charbon des fabricants de canons, ses associés.

Pendant la guerre M. Hugo Stinnes a continué à s'enrichir : chaque obus tourné en Allemagne lui rapportait ; chaque cadavre pourrissant sur un champ de bataille lui rapportait... Il dévalisait en outre l'industrie belge.

Après la guerre M. Stinnes s'est associé avec les vainqueurs pour exploiter plus ou moins tous les peuples du monde, a conclu avec M. de Lubersac une avantageuse convention de réparations, a étendu son empire sur Vienne et la Tchécoslovaquie.

La baisse du mark en a fait un des profiteurs de la vente au rabais de l'Allemagne. La guerre de la Ruhr a fait passer dans ses coffres-forts une partie importante de la réserve d'or du Reich.

La capitulation de l'Allemagne doit lui procurer de larges indemnités, l'accord futur des réparations lui ouvrir un pactole, l'effroyable misère de la nation allemande l'amener à la dictature...

M. Hugo Stinnes est le potentat du *Syndicat Houiller de Rhénanie*, de la *Société Allemande de Commerce du Charbon et de Navigation*, de la *Société Minière de Dortmund*, de la *Société Anonyme Germano-Luxembourgeoise des Mines et Hauts-Fourneaux*, des *Usines d'Electricité d'Aix-la-Chapelle et de Westphalie*, des *Mines de Gelsenkirchen*, de la *Société d'Electricité du Rhin et de l'Elbe*, de celle de *Bochum*, des *Acieries Bohlen*, du concern électro-minier *Siemens et Schuckert*, etc., etc.

Il est propriétaire de plusieurs grands quotidiens : *Gazette Générale de l'Allemagne*, *Gazette du Rhin et de Westphalie* ; il influence le *Lokal Anzeiger* (Berlin), le *Tag*, la *Gazette allemande*, les *Nouvelles de Francfort*, les *Nouvelles de Hambourg*... Dans chaque cité importante de l'Allemagne il y a au moins une feuille à sa dévotion.

Aucune évaluation précise de sa fortune et de sa puissance n'est possible.

Il peut traiter d'égal à égal avec les représentants de l'impérialisme français ; il a l'habitude — et le droit — de donner des ordres aux gouvernements de Berlin.

Et il sait très bien ce qu'il veut.

Le plan du magnat.

Ce qu'il veut c'est, pour le moment, en politique intérieure, deux choses : 1° imposer au peuple allemand la journée de travail de dix heures ; 2° pour l'imposer prendre le pouvoir, la plénitude du pouvoir — la dictature.

Sa *Gazette Générale de l'Allemagne* (*Deutsche Allgemeine Zeitung*) se livre dans ce sens à une persévérante agitation. Rouvrons-en les derniers numéros. L'article de fond du 9 octobre est consacré à une philippique contre les *Saboteurs du Travail intensifié* et à une apologie de la journée de dix heures. L'article de fond du 8 annonçait l'*Ere des Dictatures* ; le professeur Richard Sternfeld y citait Sylla, Richelieu, César Borgia, Cromwell et jusques à Lénine...

Si le travailleur allemand travaillait deux heures de plus par jour — sans manger davantage — MM. Stinnes, Klockner, Krupp, Otto Wolff pensent qu'ils pourraient, sans y rien perdre — au

contraire ! — « payer les réparations... » Moyen-nant quoi les baïonnettes sénégalaises leur assureraient la quiétude des bonnes digestions...

En réalité le problème est beaucoup plus complexe. Nous doutons que la dictature économique la plus dure, même exercée par le chancelier du fer, puisse relever la production allemande dont le marasme a des causes profondes auxquelles la dictature ne remédierait que si elle était exercée par le prolétariat. Parce que ces causes principales sont :

1° L'épuisement d'une main-d'œuvre constamment sous-alimentée ;

2° Le mauvais état de l'outillage d'une industrie qui a vécu de la dépréciation du mark ;

3° Les bénéfices scandaleusement élevés du capital.

Pour tuer la « Rote Fahne ».

Après 15 jours de suspension, l'organe communiste de Berlin, la *Rote Fahne* (Drapeau Rouge) venait de reparaitre. Quatre numéros en avaient paru — elle paraît deux fois par jour — quand M. Gessler, ministre dictateur, jugea bon, hier (10 octobre) de la suspendre à nouveau et cette fois jusqu'à nouvel ordre. Après une suspension de 15 jours, il ne peut être question en fait, que d'une suspension de trois semaines ou d'un mois au moins. Jusqu'à nouvel ordre est mieux. Cette sanction s'étend à tous les journaux communistes de Berlin ou des environs qui pourraient tenter de suppléer à la *Rote Fahne*. Celle-ci avait vu depuis quelques mois grandir sans cesse le nombre de ses abonnés. Il est évident que des suspensions constantes — nous en sommes à la quatrième ou cinquième en peu de temps — doivent désorganiser complètement ses services, lui faire perdre contact avec son public, la priver de ses abonnés. Et c'est le résultat que l'on cherche à atteindre.

Ainsi, dans presque toute l'Allemagne, infestée

de journaux fascistes et nationalistes, l'état de siège a pour conséquence la suppression de la seule presse ouvrière indépendante ; la presse communiste. A Munich, von Kahr la supprime définitivement. A Berlin M. Gessler, et en Saxe le général Muller, la suppriment jusqu'à nouvel ordre. Ailleurs, d'autres généraux...

Nous apprenons aussi que de nombreuses arrestations de communistes viennent d'avoir lieu à Breslau (10 octobre). La plupart des dirigeants des sections du Parti Communiste en Silésie, et toute la rédaction de la *Gazette Ouvrière de Silésie*, seraient sous les verrous. L'officieuse *Gazette de Voss* confesse avec candeur que ces arrestations ont pour but de réprimer « la propagande communiste pour un gouvernement ouvrier et paysan » !

Retenons cette franche déclaration assez remarquable au moment où la propagande pour une dictature fasciste se développe sans que le gouvernement démocrate et socialdémocrate y apporte la moindre entrave. Et souvenons-nous de la révolution russe. Trois mois avant la révolution d'octobre l'éloquent Kerensky supprimait et suspendait la *Pravda*, emprisonnait les bolcheviks, gardait Trotsky en cellule, traquait Lénine et Zinoviev, Kornilov, Savinkov et Dénikine conspiraient à leur aise. M. Stresemann a eu tort de ne pas lire l'histoire de la révolution russe. C'est une histoire récente...

Et qui pourrait se répéter !

46.844.781.444.537.903 ?

Au 30 septembre la dette flottante de l'Allemagne dépassait 46 trillions de marks, soit exactement 46.844.781.444.537.903. Mais le dollar n'était qu'à 150-200 millions. Il est aujourd'hui, 12 octobre, coté 5 milliards.

Au 30 septembre, Berlin comptait 160.000 sans-travail.

R. ALBERT.

Les Internationales réformistes et la Tragédie allemande

Tandis que les grandes puissances capitalistes — France, Grande-Bretagne, Etats-Unis — précipitent la moitié de l'Europe dans le chaos économique, tandis que les brigands impérialistes de second ordre — Italie, Bulgarie, etc. — agitent de nouveau leurs torches au-dessus de barils de poudre, le devoir de l'avant-garde ouvrière internationale est, semble-t-il, assez clair. C'est de rappeler chaque jour aux masses ouvrières que, seules, les compétitions des impérialistes capitalistes sont cause de leur misère, que, seule, la prise du pouvoir par le prolétariat peut éviter à l'Europe une anarchie sans issue ; qu'il faut, par une propagande et une agitation inlassables, se préparer à la lutte finale.

Que font la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam et l'Internationale Socialiste ?

Deux années se sont écoulées depuis qu'Amsterdam a élaboré son programme d'assainissement de l'Europe et de reconstruction du capitalisme moribond. L'Internationale des ministres — la II^e — et l'Internationale de Vienne l'ont approuvé ; les pacifistes bourgeois des milieux libéraux ont ajouté à ces approbations leur bénédiction. Seuls, les maîtres de l'Europe n'en voulaient rien sa-

voir. L'Amérique exigeait de l'Angleterre le paiement de ses créances, l'Angleterre en exigeait autant de la France et de la Belgique ; — tous ensemble voulaient faire payer l'Allemagne. La France prit ses « garanties » dans la Ruhr.

Des armées françaises — écrivait ces jours derniers Lloyd George — envahissent le territoire du pays voisin, proclament l'état de siège, y instituent la censure, expulsent ses habitants par dizaines de milliers, emprisonnent ou fusillent ceux qui résistent et déclarent qu'il ne s'agit que d'une occupation pacifique pour contraindre l'exécution d'un traité de paix.

Voici huit mois que cela dure. La F. S. I. d'Amsterdam, qui avait décidé à La Haye d'inviter les masses ouvrières à la grève générale en cas de guerre, a adressé un appel à la Société des Nations. Les Internationales socialdémocrates unies à Hambourg ont fait de même. Toutes les trois ont refusé de collaborer avec l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge, afin de mobiliser les masses ouvrières contre l'impérialisme.

L'incident de Corfou est survenu dans le neuvième mois de l'occupation de la Ruhr. Laissons

de nouveau la parole au grand contempteur du Traité de Versailles, Lloyd George :

Le signor Mussolini bombarde une cité d'un pays avec lequel il est en paix. Il occupe militairement un territoire de ce pays. Il publie ensuite solennellement qu'il ne faut pas voir là un acte de guerre, mais une mesure naturelle de prudence diplomatique. La force tranche le litige et crée ses propres lois.

Que fait la Société des Nations ? Lloyd George en dit avec raison :

...Une partie importante du traité de Versailles est lettre morte. N'est-ce pas une ironie de la situation européenne que le traité de Versailles est justement déchiré par ceux-là mêmes qui en sont les créateurs et qui gagneraient par son exécution ?

Tel est l'aspect des faits pour des témoins dont on ne peut pas dire qu'ils calomnient la Société des Nations par sympathie envers les communistes ! Les faits que constate Lloyd George devraient donc trouver accès dans les cerveaux des 20 millions d'ouvriers organisés dans le monde.

Les gens d'Amsterdam qualifiaient l'invasion de la Ruhr, dès le premier mois, dans une déclaration du 24 janvier, comme « un essai de créer militairement en Europe un nouvel état de choses que la Grande Bretagne et les Etats-Unis se sont refusés à reconnaître à Versailles, un état de choses basé sur une frontière de la Ruhr et du Rhin pour la France, le morcellement de l'Allemagne, le contrôle complet de l'économie allemande par les Français, l'hégémonie de la France sur le continent ».

Il semble qu'après cette définition sévère, mais juste, de l'invasion de la Ruhr, on soit en droit de relever avec autant de juste sévérité les voies et moyens que la classe ouvrière internationale oppose à la politique des dirigeants de l'impérialisme.

Le secrétaire de l'Internationale Socialiste, Tom Shaw, qui est aussi un des dirigeants d'Amsterdam, disait dernièrement à un rédacteur du *Vorwaerts* :

C'est la propagande du Labour Party qui a appris à l'opinion publique anglaise à considérer les litiges entre l'Allemagne et la France avec objectivité.

Et Tom Shaw expliquait ce qu'entend le Labour Party par « objectivité » :

Que peut faire l'Angleterre ? Nous nous sommes engagés à payer nos dettes à l'Amérique, ce qui nous est difficile. Les classes possédantes paient de lourds impôts ; le chômage est très grand. Nous devons reconnaître que nous ne sommes malheureusement pas capables de tout payer et de venir en aide à tout le monde ! (*Vorwaerts*, 9 sept.)

« Nous ne pouvons pas aider tout le monde. Que l'Allemagne paie ou crève ! » Telle est l'objectivité des socialistes d'Amsterdam et de Hambourg !

Les gens d'Amsterdam et de Hambourg ont vraiment étudié la question allemande avec objectivité. A preuve leur enquête récemment publiée sur la « Situation de la classe ouvrière en Allemagne ».

Cette enquête était déjà périmée lors de sa parution. Le *Vorwaerts* du 21 septembre pouvait écrire que le salaire des ouvriers allemands avait baissé, jusqu'au 18 septembre 1923, dans son pouvoir d'achat réel, jusqu'au sixième de son pouvoir d'achat d'il y a 17 mois (à peu près au début de l'enquête). Ce n'est qu'un détail. Les socialistes anglais ont eu le courage d'agir en même temps qu'ils poursuivaient cette étude scientifique. Leur Congrès des Trade Unions a décidé, dans la première semaine de septembre, d'inviter les ouvriers

belges et français à faire pression sur leur gouvernement en faveur de la paix. Allons ! les Anglais ne peuvent pas aider tout seuls et tout le monde ; ils ne peuvent pas tout payer ; leur bourgeoisie paie déjà des impôts élevés, que les ouvriers français et belges fassent pression sur MM. Poincaré et Theunis ! Et MM. Tom Shaw et Ramsay Macdonald sont bons élèves du Falstaff de Shakespeare et des types aussi rigolos que Lloyd George !

La Fédération Syndicale Internationale a soumis, le 18 septembre, un mémoire à la Société des Nations. Nous avons appris, à cette occasion :

1° Que les Allemands peuvent payer selon les principes de justice d'Amsterdam (les bourgeois anglais paient bien des impôts élevés) ;

2° Que l'occupation de la Ruhr est néfaste ;

3° Que le règlement de la question des réparations ne doit et ne peut être qu'international.

Conclusion :

Une question « trouble la conscience du monde » : « Ne reconnaît-on pas la nécessité d'une action internationale ? » Et un « vibrant appel » aux Etats intéressés à la question des réparations : France, Belgique, Angleterre, les conviant à soumettre la question à la Société des Nations !

C'est la fin d'un premier acte. Le joyeux Falstaff du drame shakespearien amène les peuples devant le tribunal de la Société des Nations !

On a, en effet, parlé des réparations au cours de la seconde séance plénière de la Société des Nations, les 18 et 19 septembre, sur l'initiative du délégué de l'Afrique du Sud. Les délégués français et belge se sont hâtés de déclarer que des débats sur cette question aggraveraient seulement la situation. La proposition a été naturellement retirée, bien que le délégué danois insistât sur la nécessité de satisfaire l'opinion publique, « qui ne comprendra pas que la Société des Nations s'abstienne de discuter les questions les plus importantes... » Le pauvre homme ! Nous proposerions volontiers d'en faire un président d'honneur d'Internationale Syndicale réformatrice ou d'Internationale Socialiste !

La pièce est jouée. La F. S. I. d'Amsterdam et l'Internationale Ouvrière Socialiste ont fait leur devoir de classe. Elles ont fait appel à la Société des Nations... Et ce n'est pas leur faute si celle-ci s'est montrée impuissante ; attendons qu'elle s'améliore. En attendant, les gens d'Amsterdam et de Hambourg feront une nouvelle enquête sur la situation de la classe ouvrière allemande. S'il leur arrive de constater que les 15 millions de prolétaires que l'Allemagne a de trop — Clemenceau *dirit* — sont morts de faim pendant l'enquête, ils diront : « Hélas ! nous ne pouvons pas aider tout le monde. Nous ne pouvons pas tout payer. La bourgeoisie anglaise paie déjà tant d'impôts ! »

Combien de temps encore les prolétaires allemands, anglais, français et belges, toléreront-ils l'hypocrisie de ces mauvais bergers ?

Z. LEDER.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Esquisse d'une critique de l'économie politique

(Suite et fin)

La lutte du capital contre le capital, du travail contre le travail, de la terre contre la terre, enfièvre la production, en renversant complètement tous les rapports naturels et rationnels. Le capitaliste ne peut soutenir la concurrence des autres capitalistes qu'en travaillant le plus possible. Une terre ne peut être cultivée avec profit si elle n'augmente constamment sa productivité. L'ouvrier ne peut vivre qu'en consacrant toutes ses forces au travail. D'une façon générale, il n'est personne qui, une fois entré dans le champ de la concurrence, puisse soutenir celle-ci sans concentrer ses forces à l'extrême et sans abandonner tout but vraiment humain. Ce surmenage, d'un côté, produit nécessairement l'oisiveté de l'autre. Quand les oscillations de la concurrence restent minimales, quand l'offre et la demande, la production et la consommation se compensent à peu près, on arrive nécessairement, dans le développement de la production, à un degré où il existe tant de forces productives superflues que la grande masse du peuple n'a plus rien à manger et que la population crève de faim, par suite de la surabondance des produits. C'est dans cette situation inouïe, dans cette absurdité vivante que l'Angleterre se trouve depuis longtemps déjà. Mais que la production oscille plus fortement, comme cela doit arriver nécessairement, à la suite d'une telle situation, et nous avons alors une alternative de périodes de prospérité et de périodes de crise, de surproduction et d'arrêt de la production. Les économistes n'ont jamais pu réussir à expliquer cette situation folle. Pour l'expliquer, ils ont inventé la théorie de la population, qui est aussi stupide, et même plus stupide encore que cette coexistence contradictoire de la richesse et de la misère. Les économistes ne pouvaient pas voir la réalité, ils ne pouvaient pas voir que cette contradiction est la conséquence naturelle de la concurrence, parce qu'une telle constatation eût fait écrouler leur système tout entier.

Il nous est plus facile de rendre compte de la chose. Les forces productives de l'humanité sont incommensurables. La productivité du sol peut être accrue à l'infini au moyen du capital, du travail et de la science. L'Angleterre « surpeuplée » est capable, d'après les calculs des plus remarquables économistes et statisticiens (voir les *Principes de la population* d'Alison, tome I, chapitres 1 et 2), de produire, d'ici à dix ans, de quoi nourrir une population six fois supérieure à sa population actuelle. Le capital s'accroît journellement, la force de travail augmente en même temps que la population, et la science soumet de plus en plus à l'homme les forces naturelles. Cette capacité de production incommensurable, mise consciemment au service de la collectivité, serait en mesure de réduire rapidement à un minimum le travail humain ; livrée à la concurrence, elle fait de même, mais elle le fait dans

la contradiction. Une partie du sol est cultivée d'après les meilleures méthodes d'exploitation, tandis que le reste — 30 millions d'acres de bonnes terres, en Angleterre et en Irlande — reste en friches. Une partie du capital circule à une vitesse monstrueuse, tandis que l'autre partie reste inutilisée dans les caassettes. Une partie des ouvriers travaille quatorze et seize heures par jour, tandis que le reste croupit dans l'oisiveté et crève de faim. Ou alors, si cette inégalité de situation fait place à la répartition des tâches entre tous les facteurs de la production, le commerce va bien, la demande de marchandises est considérable, tout le monde s'occupe, le capital circule avec une rapidité merveilleuse, l'agriculture prospère, les ouvriers travaillent fiévreusement ; mais, demain, survient un arrêt brusque, l'agriculture ne rapporte plus rien, des surfaces entières restent en friches, le capital s'arrête de circuler, les ouvriers ne trouvent plus d'emploi, et tout le pays souffre d'un excès de richesses et d'un excès de population.

Il est clair que les économistes ne pouvaient pas reconnaître comme juste ce développement des choses. Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, il leur eût fallu pour cela abandonner tout leur système ; il leur eût fallu reconnaître le vide de leur antagonisme de la production et de la consommation, de l'excès de population et de l'excès des richesses. Mais comme il était impossible de nier les faits et qu'il fallait bien les concilier avec la théorie, on inventa la théorie de la population.

Malthus, père de cette théorie, prétend que la population fait continuellement pression sur les moyens de subsistance, que la population s'accroît dans la même mesure que la production et que sa tendance inhérente à s'accroître plus vite que les moyens de subsistance disponibles, est la cause de toute misère et de tous les maux de l'humanité. Car, du moment qu'il y a trop d'hommes sur terre, ils doivent disparaître d'une manière ou d'une autre, ou par la mort violente ou par la famine. Mais lorsque cette disparition s'est produite, il se creuse un trou qui est aussitôt comblé par l'accroissement de la population ; et, dès lors, réapparaît l'ancienne misère. Il en est ainsi dans toutes les sociétés, non seulement dans celles des pays civilisés, mais aussi dans les sociétés primitives. Les sauvages des Indes néerlandaises, dont la population est d'un habitant par kilomètre carré, souffrent autant de la surpopulation que l'Angleterre. De sorte que si nous voulons être logiques, nous devons dire que *le globe était déjà surpeuplé lorsqu'il n'y avait encore qu'un seul homme sur terre*. Il en résulte qu'étant donné que les pauvres constituent l'immense majorité de la population, on ne doit rien faire pour eux, si ce n'est de leur faciliter le plus possible la mort par la faim, de les convaincre qu'il n'y a pas moyen de faire autrement, et qu'il

n'y a d'autre issue pour leur classe que d'en réduire la natalité, ou si cela ne réussit pas, de créer un établissement où l'on fera disparaître sans douleur les enfants des pauvres, chaque famille ouvrière ne devant pas avoir plus de deux enfants et demi, et le reste devant être supprimé sans douleur. Faire l'aumône est un crime, car c'est, en réalité, encourager l'accroissement d'une population déjà trop nombreuse ; au contraire, le mieux serait de déclarer que la pauvreté est un crime et de transformer les hospices de pauvres en maisons de correction, comme cela a déjà été fait en Angleterre, avec la récente loi libérale sur les pauvres. Certes, cette théorie s'accorde difficilement avec les enseignements de la Bible et avec le dogme de la perfection de Dieu et de ses œuvres, mais « on ne peut réfuter la Bible en l'opposant à la vie réelle ».

Faut-il poursuivre plus loin, jusqu'à ses extrêmes conséquences, l'examen de cette doctrine infâme, misérable, de ce monstrueux blasphème contre la nature et l'humanité ? Nous atteignons ici le summum de l'immoralité des économistes libéraux. Que sont toutes les guerres et toutes les horreurs du mercantilisme, en regard d'une telle théorie ? Et cette théorie constitue précisément la clef de voûte de tout le système libéral de la liberté du commerce, clef de voûte dont l'écroulement provoquerait la chute du système tout entier. Car s'il est démontré que la concurrence est la cause de la misère, de la pauvreté et du crime, qui osera encore défendre la concurrence ?

Alison a, dans le livre plus haut cité, réfuté la théorie de Malthus en appelant à la capacité de production de la terre, et il a opposé à cette théorie le fait qu'un homme adulte peut produire davantage qu'il ne consomme, fait sans lequel l'humanité ne pourrait pas s'accroître, ni même se maintenir au même niveau, car, en effet, si Malthus avait raison, de quoi vivraient les nouveau-nés ? Mais Alison ne va pas au fond des choses, et c'est pourquoi il aboutit aux mêmes conclusions que Malthus. Il démontre, certes, que la théorie de ce dernier est fautive, mais il ne parvient pas à nier les faits sur lesquels elle repose.

Si Malthus n'avait considéré les choses d'une façon si superficielle, il se serait aperçu que l'excès de population ou de force-travail est toujours lié à un excès de richesses, de capital et de terres. En réalité, la population n'est trop nombreuse que là où les capacités de production sont trop considérables. La situation de tous les pays surpeuplés, et particulièrement de l'Angleterre, à l'époque où écrivait Malthus, le prouve d'une façon péremptoire. C'est cette situation que Malthus avait sous les yeux et qui eût dû le conduire, s'il l'avait bien considérée dans son ensemble, à de justes conclusions. Au lieu de faire cela, il ne considéra qu'un fait unique, et c'est ainsi qu'il aboutit à son absurde théorie. Sa deuxième erreur fut de confondre moyens de subsistance et occupations. Malthus a eu le mérite d'établir que la population exerce une pression continuelle sur les moyens de travail et que la population augmente dans la même mesure où elle peut être occupée, en un mot que, jusqu'à présent, la production de la force-travail est soumise à la loi de la concurrence. Mais les moyens de travail ne sont pas les moyens de subsistance. L'accroissement des moyens de travail est déterminé en dernière analyse par le développement

du machinisme et l'accroissement du capital ; par contre, l'accroissement des moyens de subsistance dépend de l'accroissement des forces productives. Ici apparaît une nouvelle contradiction de l'économiste libéral. La demande, telle que se la représentent les économistes, n'est pas la véritable demande ; la consommation dont ils parlent est une consommation artificielle. Pour eux, n'est acquéreur, consommateur, que celui qui peut offrir une valeur équivalente à la valeur qui reçoit. Mais s'il est vrai que tout homme adulte peut produire plus qu'il ne consomme, et que les enfants sont comme des arbres qui rendent beaucoup plus que la valeur qui a été placée sur eux — et ce sont là des faits incontestables — il devrait en résulter que tout ouvrier doit produire beaucoup plus qu'il ne consomme et la collectivité doit lui accorder volontiers tout ce dont il a besoin ; il devrait en résulter qu'une famille nombreuse devrait être considérée par la collectivité comme un cadeau précieux. Mais les économistes, dans la grossièreté de leurs conceptions, ne connaissent d'autre équivalent que ce qui leur est payé en argent comptant. Ils sont si solidement enracinés dans leurs contradictions que les faits les plus évidents et les principes scientifiques les plus incontestables n'arrivent pas à les ébranler.

Nous ne détruirons la contradiction qu'en la supprimant. La fusion des intérêts actuellement opposés fera disparaître la contradiction existant entre l'excès de population et l'excès de richesses, et ce fait absolument inouï et plus incompréhensible que tous les mystères de toutes les religions, d'une nation qui creève de faim par suite d'une surabondance de richesses, ainsi que cette affirmation absurde selon laquelle la terre est incapable de nourrir la population qui l'habite. Cette affirmation constitue l'apogée de l'économie chrétienne, et je pourrais démontrer et je démontrerai en fait, en analysant chacune de ses affirmations et chacun des principes qui sont à sa base, que l'économie actuelle est une économie chrétienne. La théorie de Malthus n'est que l'expression économique du dogme religieux de l'antagonisme de l'esprit et de la matière et de la commune déchéance qui résulte pour eux de cette dualité. Cet antagonisme, depuis longtemps disparu pour la religion et avec elle, j'espère en avoir démontré le néant dans le domaine économique. D'ailleurs, je ne pourrais reconnaître aucune espèce de compétence à toute apologie de la théorie de Malthus qui ne m'aura pas expliqué, en partant de son propre principe, comment un peuple peut crever de faim par suite de l'abondance des richesses, et qui n'aura pas mis cela en accord avec la raison et avec les faits.

La théorie de Malthus a d'ailleurs été une transition absolument nécessaire et qui nous a servi à aller beaucoup plus loin. Elle a contribué, ainsi que d'ailleurs l'économie classique, à attirer notre attention sur la capacité de production de la terre et de l'humanité et elle nous a assuré pour toujours, après nous avoir permis de surmonter ce désespoir économique, contre la crainte de la surpopulation. C'est de cette théorie que nous tirons nos meilleurs arguments d'ordre économique en faveur d'une transformation sociale, car même, si Malthus avait raison, il faudrait procéder immédiatement à cette transformation, étant donné que, seules, cette transformation et l'éducation qu'elle permettra de réaliser rendront possible une restriction morale de la natalité, que Malthus lui-même reconnaît comme le meilleur remède et

le plus facile à appliquer contre la surpopulation. C'est cette théorie qui nous a fait connaître la misère profonde de l'humanité, son état de sujétion vis-à-vis de la concurrence ; c'est elle qui nous a montré comment la propriété privée a fait des hommes une marchandise, dont la production et la consommation dépendent uniquement de la demande, comment le système de la concurrence a fait ainsi massacrer et continue à faire massacrer tous les jours des millions d'hommes... La théorie de Malthus nous a montré tout cela, et c'est tout cela qui nous obligera à faire disparaître la misère humaine en supprimant la propriété privée, la concurrence et l'antagonisme des intérêts.

Mais revenons encore une fois, pour enlever toute base à la crainte générale de la surpopulation, aux rapports de la capacité de production avec la population. Malthus établit un calcul sur lequel il base tout son système. La population augmente selon une progression géométrique : $1 + 2 + 4 + 8 + 16 + 32$, etc., tandis que la capacité de production augmente selon une progression arithmétique : $1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6$. La différence est visible, effrayante même ; mais est-elle vraie ? Où est-il démontré que la productivité du sol augmente d'une façon arithmétique ? L'extension des cultures est restreinte, nous dira-t-on. C'est entendu. La force-travail qui doit être appliquée augmente avec la population. Supposons même que l'accroissement de la production ne corresponde pas à l'accroissement de la force-travail qui y est appliquée. Il reste encore un troisième facteur, dont les économistes ne tiennent jamais compte, à savoir, la science, dont les progrès sont aussi indéfinis et au moins aussi rapides que ceux de la population. De quels progrès l'agriculture de ce siècle n'est-elle pas redevable rien qu'à la chimie, et même, peut-on dire, rien qu'à deux hommes : Sir Humphrey Davy et Justus Liebig ? En réalité, la science progresse au moins aussi rapidement que la population : celle-ci augmente par rapport aux effectifs de la dernière génération ; la science, elle progresse comparativement à la masse de connaissance qui lui a été léguée par la génération précédente, donc, dans les circonstances les plus ordinaires, en progression également géométrique — et de quoi la science n'est-elle pas capable ? C'est pourquoi il est ridicule de parler de surproduction, aussi longtemps que « la vallée du Mississippi contient encore assez de terres incultes pour pouvoir y transporter la population tout entière de l'Europe », aussi longtemps que le tiers seulement du globe sera cultivé et que la production, même de ce tiers du globe, pourra être sextuplé, et même plus que sextuplé, en lui apportant les améliorations dès aujourd'hui connues.

La concurrence oppose par conséquent le capital au capital, le travail au travail, la terre à la terre, ainsi que chacun de ces éléments à tous les autres. C'est le plus fort qui l'emporte dans la lutte, et pour pouvoir prédire le résultat de cette lutte, il nous faudra examiner la force de chacun. Tout d'abord, la terre et le capital sont, respectivement, plus forts que le travail ; l'ouvrier doit travailler pour vivre, tandis que le propriétaire foncier et le capitaliste peuvent vivre, le premier, du produit de la vente, l'autre, de ses intérêts et, en cas de besoin, du capital et de la terre capitalisée. Il s'ensuit que le travail ne reçoit que les moyens de subsistance strictement indispensables, tandis que le capital et la terre se partagent la plus grande partie de ses produits.

D'autre part, l'ouvrier le plus fort chasse du marché le plus faible, le grand capital le petit capital et la grande propriété foncière, la petite propriété foncière. La pratique ne fait que confirmer cette conclusion. Les avantages que le grand fabricant ou le grand négociant ont sur les petits fabricants et les petits commerçants, le grand propriétaire foncier sur le petit propriétaire foncier, sont connus. Il en résulte que, normalement, le grand capital et la grande propriété foncière dévorent le petit capital et la petite propriété foncière, selon la loi du plus fort ; c'est ce qu'on appelle la centralisation de la propriété. Aux époques de crises agricoles et commerciales, cette centralisation se poursuit d'une façon beaucoup plus rapide. La grande propriété s'accroît généralement beaucoup plus vite que la petite propriété, parce qu'une plus faible partie du revenu doit être consacrée aux dépenses de la propriété. Cette centralisation de la propriété est une loi aussi inhérente à la propriété privée que toutes les autres ; les classes moyennes sont condamnées à une disparition progressive jusqu'à ce que le monde entier ne soit plus composé que de millionnaires et de pauvres, de grands propriétaires fonciers et de journaliers misérables. Il n'y a pas de loi, de partage agraire, de dispersion éventuelle des capitaux qui puissent s'y opposer — ce résultat doit se produire, et il se produira, pour peu qu'une transformation totale des rapports sociaux, une fusion des intérêts contradictoires, une suppression de la propriété privée ne surviennent pas auparavant.

La libre concurrence, ce mot d'ordre préféré de nos économistes vulgaires, est une utopie. Le monopole, du moins, se proposait, même quand il ne pouvait y arriver, de protéger le consommateur contre la fraude. Mais la suppression du monopole ouvre les portes toutes grandes à la fraude. Vous dites que la concurrence porte en elle-même le remède contre la fraude ; Personne n'achètera de mauvaises marchandises, parce que chacun sera un connaisseur pour chaque article ; or, cela est impossible, d'où la nécessité du monopole qui se manifeste pour un grand nombre d'articles. Les pharmaciens, etc., doivent avoir un monopole. Et l'article le plus important, à savoir, l'argent, est celui qui a le plus besoin du monopole. Le moyen de circulation, chaque fois qu'il a cessé d'être un monopole d'Etat, a provoqué une crise commerciale, et c'est pourquoi les économistes anglais, entre autres le docteur Wade, reconnaissent ici également la nécessité du monopole. Mais le monopole ne protégé pas non plus contre la fausse monnaie. Qu'on retourne le problème comme on voudra, il est insoluble ; le monopole conduit à la libre concurrence, et celle-ci ramène au monopole. C'est pourquoi il faut les supprimer tous les deux, et cela n'est possible qu'en supprimant la cause qui les produit tous les deux.

*
**

La concurrence a pénétré toute notre vie et achevé l'asservissement dans lequel les hommes se maintiennent mutuellement. La concurrence est le facteur principal qui stimule constamment l'activité de l'ordre ou plutôt du désordre social actuel, vieux et décrépît ; mais à chaque nouvel effort, il dévore une partie de son énergie déclinante. La concurrence domine le progrès de l'humanité, tant matériel que moral. Quiconque est tant soit peu au courant des statistiques criminelles sait avec quelle régularité la criminalité

progresses tous les ans, et comment certaines causes produisent régulièrement certaines catégories de crimes. L'extension du système des fabriques a multiplié partout la criminalité. Il est possible de prévoir exactement, pour chaque ville, chaque région, le nombre des arrestations, des crimes, des assassinats, des vols avec effraction, des petits délits, etc., qui s'y produiront tous les ans, comme on l'a fait pour l'Angleterre. Cette régularité montre que la criminalité est également régie par la concurrence, que la société provoque une *demande de crimes*, à laquelle répond une *offre* de crimes correspondante, que les vides provoqués par les arrestations, déportations ou les exécutions sont immédiatement comblés, de même que les vides creusés dans la population par la mortalité sont immédiatement comblés par les nouveau-nés ; en d'autres termes, que la criminalité fait autant pression sur les moyens de punition que la population sur les moyens d'occupation. Je laisse aux lecteurs le soin d'apprécier s'il est juste, dans ces conditions, de châtier les criminels. Ce que je voulais faire ressortir ici, c'était à quel point la concurrence déborde également sur le domaine moral et à quel niveau de décadence la propriété privée a rabaisé les hommes.

**

Dans la lutte du capital et de la terre contre le travail, les deux premiers ont encore sur le troisième un avantage considérable, à savoir le recours de la science, car la science, dans le régime actuel, est toute dirigée contre le travail. Presque toutes les inventions mécaniques, par exemple, sont provoquées par le manque de force-travail, et c'est particulièrement le cas pour les métiers mécaniques à filer le coton d'Hargreave, de Crompton et d'Arkwright. Chaque fois qu'on a eu besoin de grandes quantités de force-travail, il en est résulté une invention qui augmentait considérablement le travail mécanique aux dépens du travail manuel. L'histoire de l'Angleterre de 1770 à nos jours en est une preuve continue. La dernière grande découverte dans la filature du coton, le *Selfacting Mule*, a été uniquement provoquée par la demande de travail et de plus

hauts salaires ; elle doubla la quantité de travail mécanique, diminuant ainsi de moitié le travail manuel ; elle jeta la moitié des ouvriers sur le pavé et abaissa en même temps le salaire de l'autre moitié ; elle anéantit la résistance des ouvriers et détruisit les dernières forces avec lesquelles le travail avait mené sa lutte inégale contre le capital (voir Dr Ure : *Philosophy of manufactures*, tome II). Il est vrai que les économistes affirment qu'en fin de compte, le développement du machinisme entraîne d'heureuses conséquences pour les ouvriers en permettant de produire à meilleur marché, ce qui a pour résultat d'élargir le marché et de fournir du travail aux ouvriers sans emploi. C'est vrai, mais les économistes oublient que la production de la force-travail exerce une pression constante sur les moyens de travail et que, par conséquent, quand le besoin de force-travail se fait sentir, les candidats au travail se présentent en nombre supérieur aux besoins, faisant ainsi disparaître les avantages du machinisme, tandis que ses inconvénients : privation de travail pour les uns et abaissement des salaires pour les autres, subsistent pleinement. D'autre part, les économistes oublient que la science progresse constamment, perpétuant ainsi les inconvénients qu'elle entraîne pour les ouvriers. Enfin, ils oublient que, étant donné la division du travail, poussée à l'extrême par les progrès de la civilisation, les ouvriers ne peuvent vivre qu'en se spécialisant dans un travail mécanique bien déterminé, et que le passage d'un genre de travail à un autre est presque toujours une impossibilité pratique pour l'ouvrier adulte.

En considérant ici les conséquences du machinisme, je touche un autre sujet, plus éloigné, à savoir, le système des fabriques, et je n'ai actuellement ni le loisir, ni l'envie de traiter ici ce sujet. Mais j'espère avoir bientôt l'occasion de pouvoir développer d'une façon plus détaillée la monstrueuse immoralité de ce système et de démasquer impitoyablement l'hypocrisie des économistes, qui apparaît ici dans toute sa splendeur.

Fr. ENGELS.

(Trad. par Marcel Ollivier.)

LENINE, par Magdeleine MARX

Notre amie Magdeleine Marx veut bien nous communiquer les bonnes feuilles du livre où elle a consigné les souvenirs du voyage qu'elle a fait l'an passé en Russie et qui paraît cette semaine chez l'éditeur Flammarion sous ce titre significatif :

C'EST LA LUTTE FINALE..

Nous en détachons cette page, d'une émotion pénétrante, consacrée à Lénine.

— Est-ce dans une école que vous entrez, dans une usine, dans une crèche, traversez-vous une gare, visitez-vous un hôpital ? Cela n'a aucune importance : que ce soit ici ou ailleurs, la première chose qui vous frappe, vous tire, vous absorbe, c'est, noir sur blanc, là-haut, pas du tout prise dans son cadre, faisant bloc dans l'espace,

cette figure absolument tendue vers nous, avec son grand crâne ovoïde, son front jupitérien, son rire un peu rictus, ses pommettes d'Asiate, la fente étroite d'un regard sans pareil, la mâchoire prognate et le lichen qui a poussé sur le menton, la bouche d'ogre qui fait un large ourlet sous la moustache broussailleuse, et cet aspect d'auroch prêt à foncer sur le premier obstacle...

Pénétrez-vous dans une chambre — chambre d'étudiant, de couple communiste, de femme, de soldat — conversez-vous pendant une heure avec ses hôtes ? — Vous partirez en éprouvant que ce qui aura dominé l'entretien, lui aura donné le ton, l'aura accéléré, approfondi, haussé et réchauffé, c'aura été cette face sortant du mur en énorme relief, cet œil infaillible et précis comme une aiguille de boussole, cette physionomie formidable, cruelle et tutélaire, avec ses reflets mats et son contour indifférent d'objet.

Passez-vous dans la rue ? — Que ce soit une rue de Moscou, de Pétrograd, de Kiev ou de Rostov, à toutes les devantures, derrière toutes les glaces, c'est lui.

Lui.

Lui partout. Pénétrez-vous dans un musée, sur un bateau, dans des bureaux ou dans n'importe quel local public, d'emblée, son regard vos agrippe, vous soupèse, vous suit et ne vous quitte plus. Allez-vous au théâtre ? — Hop ! le voici au seuil qui vous rappelle que le monde est en train de jouer son va-tout !

Si vous vous préparez à entendre un discours, préparez-vous aussi à ce qu'un préambule muet, mais torrentiel pourtant, vous soit, dès le premier abord, lancé par cette bouche de crieur. L'orateur parlera ? — Quel que soit le sujet, le moment viendra bien où son nom fusera, prendra feu brusquement en une sombre clameur.

Si vous visitez la campagne, si vous entrez dans une isba, il y a quelques chances pour qu'à côté du poêle, à gauche, se trouve une icône dorée ; il y a, par contre, toutes les chances pour que l'image de Vladimir Ilitch Lénine vous accueille et vous montre sa face de Sauveur.

Si vous avez l'occasion de vous trouver dans un groupe de femmes, vous verrez tout de suite qu'un bijou resplendit entre les plis fanés des corsages de laine ; broche d'émail montée sur tige de nickel où un Lénine en réduction vous fouaille impitoyablement, modeste médaillon où son sourire mis sous verre n'arrive pas à perdre sa terrible grandeur...

Ouvrez un livre où se dessine la situation mondiale, feuilletiez un journal, parcourez les articles écrits au jour le jour, si vous n'êtes pas sûr de voir son nom crever les lignes ainsi qu'une mitraille, il y aura, je vous l'affirme, un trait de la pensée, un terme ou un tournant où sa pensée à lui émergera à la lumière comme ces éclats de pierre précieuse enchâssés dans la gangue.

Vous n'avez pas besoin, pour le connaître, de le voir en personne. Invisible, immanent, dès que vous avez mis le pied sur la Russie transfigurée, vous connaissez Lénine.

Evidemment, c'est émouvant de le voir devant vous, simple, déconcertant, s'appropriant, sans avoir l'air de rien, dans la même seconde, le son de votre voix, votre valeur, vos tares, cherchant, traquant votre pensée indécise et légère comme une plume au vent, parlant peu, écoutant sur-tout...

C'est quelque chose aussi que de le voir entrer dans une salle où il doit parler.

Un silence l'attend, un silence de cathédrale, un silence extraordinaire qui aspire à l'avance l'oxygène de sa présence ; les souffles rapprochés se mettent à l'unisson et les cœurs, dirait-on, se retiennent de battre ; tout ce qu'il y a dans l'homme, de respectueux de l'homme, de confiant en son destin, et d'acharné à le servir, circule et se dilate entre les murs : c'est un silence rempli de majesté, mais rien de pesant, sans tension aucune, un grand silence qui s'incurve pour être, tout à l'heure, le moule de l'histoire... Son pas se fait entendre... Est-ce lui ? — C'est lui !...

Et c'est alors la subite décharge d'un feu de mousqueterie suivi de mille tambours se mettant à rouler, c'est une joie, c'est un délire, une ivresse de mains qui claquent. Lénine ! c'est Lénine !

Chacun resterait là, applaudissant jusqu'à demain matin sans avoir dit la centième partie de ce qu'il a à dire, les cous se gonflent et se tendent, les têtes sont projetées loin, presque en dehors des bustes, suspendues par un fil à ce corps lourd qui les retient... Frappons des mains ! encore ! il faut qu'il sente ! il faut qu'il sache ! Hein, toi qui es auprès de moi, pourrais-tu t'arrêter ? — Tu entends, n'est-ce pas, ce grand tonnerre avec lequel nous lui parlons ? — L'assistance debout est comme un champ de blé battu par la rafale, des yeux de jeunes hommes se mouillent comme des yeux de pères à la vue de leurs fils. *Vive la Révolution prolétarienne !* Elle a déjà vaincu, elle vaincra encore ! Lénine est là, tous les regards le boivent à longs traits sans se désaltérer. *Vive Lénine !* Et ce cri interrompt trois mille sourires attendris, et le long hosanna pousse jusqu'à l'estrade un bruit toujours croissant de troupeau en folie, il va crever les voûtes, il va le renverser, lui, lui qui reste là, visible, humain, pas grand, s'appuyant sur une jambe et s'appuyant sur l'autre, attendant simplement que le bruit soit fini.

...Il attend patiemment, le corps distrahit et la figure taciturne, dans la pose d'un capitaine répétant, de sur la dunette, l'éclaircie qu'il est seul à voir au beau milieu de la bourrasque.

De temps en temps, d'une main flegmatique, il tire sa montre... Six minutes passées, c'est véritablement exagéré... Comment ? encore ! Il est pourtant grand temps de commencer !...

Et dès que le tonnerre semble amorti par un nuage, il entame d'un mot, comme ça, sans rien chercher, sans souci de l'effet, consciencieux, absorbé, pas du tout éloquent, allant par courtes phrases simples, entrecoupant d'humour et d'un rire finaud une pensée aride, revenant sur la même idée avec un entêtement pesant et une monotonie de bœuf à la charrue, tirant un bout de papier de sa poche intérieure et une idée nouvelle de son front de cyclope, démoniaque, bonhomme, poursuivant sur l'estrade, d'une semelle lourde, le mot qui éclairera tout, et qui, c'est vrai, met tout à coup un rayon cru de projecteur dans le hallier des faits, tranchant, accusateur, se campant droit dans la logique, les deux pouces dans les entourures de sa vareuse sombre, s'abstenant prudemment de tout geste oratoire, allant tranquillement s'accoter au tout petit pupitre ménagé dans un coin, lisant des chiffres, revenant à sa place, laissant sa voix très ordinaire vous livrer sa pensée sur un ton de conversation, accessible comme un passant, puissant comme un bolide, parlant si simplement avec des mots si simples et un débit si simple qu'on est tout étonné de ne pas exprimer au même instant que lui ce que lui seul a découvert, prenant son temps, se rectifiant lui-même, brossant d'une main sobre un aveuglant tableau du monde, faisant dire aux faits et aux chiffres tout ce qu'ils ont à dire et rien de plus, finissant sur un mot abrupt, et puis disparaissant ainsi qu'il était apparu, dans un transport de trois mille âmes, au sein d'une tornade, mais cette fois n'écoutant plus rien. Ah ! non, car huit minutes !...

Ainsi, vous avez entendu Lénine.

J'ose le dire, ce n'est rien, ce n'est qu'un des aspects de ses aspects multiples, qu'un des moments de son génie ; chaque jour vous en révélera un autre qui finira par lui donner, en s'ajoutant à tous, son unité de grande force naturelle...

Magdeleine MARX.

Comment le Développement du Capitalisme a conduit à la Révolution communiste

(Suite)

Avec les droits imposés par les syndicats, la lutte pour les débouchés de marchandises s'est aggravée terriblement. Vers la fin du dix-neuvième siècle, il n'y avait presque plus de territoires libres où exporter ses marchandises et son capital. Et du même coup, les prix des matières premières montaient ainsi que ceux des métaux, de la laine, du bois, du charbon et du coton. Dans les années qui précéderent la guerre mondiale, c'était une course folle après les débouchés et la lutte pour de nouvelles sources de matières premières. Les capitalistes étaient dans le monde entier à la recherche de nouvelles mines, de nouveaux gisements et de nouveaux marchés pour pouvoir exporter leurs produits métallurgiques, leurs tissus et leurs autres marchandises, ainsi qu'à l'affût d'un public nouveau à voler. Autrefois, plusieurs maisons pouvaient, souvent dans un même pays, se faire une concurrence « pacifique » et s'arrangeaient tant bien que mal. Avec la domination des banques et des trusts, la situation a changé. Supposons qu'on ait découvert de nouveaux gisements de minerai de cuivre. Immédiatement ils tombent aux mains d'une banque ou d'un trust, qui les accaparent *entièrement* et font de leur possession un monopole. Pour les capitalistes des autres pays, il ne reste plus rien à faire. Il en est de même non seulement pour les matières premières, mais aussi pour les débouchés. Supposons que du capital étranger pénètre dans quelque colonie éloignée. Du premier coup l'écoulement des marchandises va être organisé en grand. Ordinairement, c'est quelque firme géante qui prend l'entreprise en mains, qui, par une pression exercée sur le pouvoir local et par mille ruses et artifices différents, tente de *monopoliser* toute la vente et d'écartier ses concurrents. Il est bien clair que la forme syndicale s'impose au capital *monopolisateur*, aux trusts et aux syndicats. Ce n'est plus « le bon vieux temps », c'est la lutte des brigands et des pillards monopolistes sur le marché mondial.

La croissance du capital financier a fatalement aggravé la lutte pour les débouchés et les matières premières et a conduit aux collisions les plus violentes.

Dans le dernier quart du dix-neuvième siècle, les grands Etats de brigands s'annexèrent des territoires étrangers qui appartenaient à des petites nations. De 1876 à 1914, les « grandes puissances », comme on les appelle, ont accaparé près de 25 millions de kilomètres carrés ; elles ont ainsi volé des territoires étrangers d'une superficie totale égale à plus du double de toute une partie du monde, l'Europe. *L'univers entier s'est trouvé partagé entre ces gros pillards* : ils ont fait de tous ces pays leurs colonies, leurs tributaires et leurs esclaves.

Ces incursions de brigands atteignaient, en premier lieu, de petits pays faibles et sans défense. Ceux-ci succombaient les premiers. De même que

dans la lutte entre les fabricants et les petits artisans, ces derniers étaient les premiers ruinés, de même les gros trusts d'Etat, les gros capitalistes, les brigands organisés détruisaient d'abord les petits Etats et se les soumettaient. Ainsi s'opérait la centralisation du capital dans l'économie mondiale : les petits Etats périssaient, les gros Etats pillards s'enrichissaient, gagnaient en étendue et en puissance.

Mais, une fois tout l'univers pillé, la lutte allait se déchaîner entre eux. La lutte pour un nouveau partage du monde, une lutte à mort entre les Etats brigands restants, allait fatalement se livrer.

La politique de conquête que le capital financier mène pour les débouchés, les matières premières, pour les placements de capitaux, s'appelle l'impérialisme. L'impérialisme sort du capital financier. De même qu'un tigre ne peut pas se nourrir d'herbe, de même le capital financier ne pouvait et ne peut pas avoir d'autre politique qu'une politique d'accaparement, de pillage, de violence, de guerre. Chacun des trusts d'Etats financiers-capitalistes veut vraiment conquérir le monde entier, fonder un empire universel où régnera sans partage une poignée de capitalistes de la nation victorieuse. L'impérialisme anglais, par exemple, rêve d'une « Grande-Bretagne » qui dominerait l'univers entier, où les potentats des syndicats anglais tiendraient sous leur fouet les Nègres et les Russes, les Allemands et les Chinois, les Hindous et les Arméniens, bref, des centaines de millions d'esclaves noirs, jaunes, blancs et rouges. L'Angleterre, aujourd'hui même, n'en est pas loin. Et l'appétit vient en mangeant. Il en est de même chez les autres nations. Les impérialistes russes rêvent d'une « Grande Russie », les Allemands, d'une « Grande Allemagne ».

Ainsi, il était clair que la domination du capital financier allait fatalement précipiter l'humanité entière dans l'abîme sanglant de guerres faites au profit des banquiers et des syndicats industriels, de guerres ayant pour but non la défense nationale, mais le pillage de terres étrangères, la soumission du monde au capital financier du pays victorieux. Telle a été la guerre mondiale de 1914-1918.

Le Militarisme

La domination du capital financier, des banquiers et des syndicats se manifeste encore par un autre phénomène remarquable : la croissance inouïe des dépenses pour l'armement des armées, des flottes maritime et aérienne. Et c'est bien naturel. Aux temps passés, pas un de ces brigands n'aurait songé, même en rêve, à une pareille domination universelle. Mais, maintenant, les impérialistes espèrent réaliser leur rêve. Naturellement, pour ce combat suprême, les grandes puissances rassemblent leurs forces. Pendant qu'ils dérobent continuellement le bien d'autrui, ces ani-

maux féroces s'observent mutuellement de crainte d'être mordus par quelque fauve voisin. Chaque grande puissance fut donc obligée d'organiser une armée non seulement pour ses colonies et contre ses propres ouvriers, mais aussi pour la lutte contre ses collègues en brigandage. Chaque fois qu'une puissance introduisait un nouveau système d'armement, une autre cherchait à la dépasser pour ne pas rester en état d'infériorité. Ainsi commença la course folle aux armements : une puissance entraînait les autres. Les entreprises gigantesques et les trusts des rois des canons : des Poutilov, des Krupp, des Armstrong, des Wickers, s'érigent. Ces trusts de fabricants de canons encaissent des bénéfices énormes, nouent des relations avec les états-majors et de toute façon cherchent à verser eux aussi de l'huile sur le feu, en aiguissant chaque conflit : car de la guerre dépend la prospérité de leurs affaires.

Tel était l'aspect insensé de la société capitaliste avant la guerre. Les trusts nationaux se harrissaient de millions de baïonnettes ; sur terre, sur mer, dans les airs, tout était prêt pour une lutte universelle ; parmi les dépenses de l'Etat, le budget de la guerre prenait une place de plus en plus grande. En Angleterre, par exemple, en 1875, les dépenses militaires comptaient 33,6 %, c'est-à-dire un peu plus du tiers, et, en 1907-1908, 48,6 %, c'est-à-dire près de la moitié de toutes les dépenses de l'Etat ; aux Etats-Unis, en 1908, elles représentaient 56,9 %, c'est-à-dire plus de la moitié. Et il en était de même dans les autres Etats. Le militarisme « prussien » fleurissait dans tous les grands « Etats-trusts ». Les rois des canons s'enrichissaient. Et le monde entier roulait avec une rapidité vertigineuse à la plus sanglante des guerres, à la tuerie impérialiste mondiale.

La Guerre impérialiste de 1914-1918

La politique impérialiste menée par les « grandes puissances » devait tôt ou tard produire une collision. Il est tout à fait clair que ce fut cette politique de rapine de toutes les grandes puissances qui a été la cause de la guerre. Il n'y a que les imbéciles pour croire actuellement que la guerre a éclaté parce que les Serbes ont tué un prince autrichien et parce que l'Allemagne a envahi la Belgique. Au début de la guerre, on discutait beaucoup pour savoir qui était responsable de la guerre. Les capitalistes allemands prétendaient que c'était la Russie qui avait attaqué l'Allemagne. En Angleterre, on disait qu'on faisait la guerre pour défendre la malheureuse petite Belgique. En France, par la plume, par la chanson, par la parole, on vantait la générosité de la France défendant l'héroïque peuple belge. Et en même temps, l'Autriche et l'Allemagne racontaient partout qu'elles se défendaient contre l'agression des cosaques russes et faisaient une guerre sainte de défense nationale.

Tout cela, du commencement à la fin, n'était que des bêtises destinées à tromper les masses ouvrières. Cette tromperie était nécessaire à la bourgeoisie pour entraîner les soldats à la guerre. Ce n'était pas la première fois que la bourgeoisie avait recours à ce moyen. Nous avons déjà vu comment les syndicats industriels ont introduit des droits de douane afin de mener avec plus de succès la lutte pour les marchés étrangers, tout en pillant leurs propres compatriotes. Ces droits étaient donc, pour eux, un moyen d'agression. Mais en même temps la bourgeoisie criait qu'elle voulait ainsi défendre l'« industrie nationale ».

Dans la guerre impérialiste faite pour soumettre le monde à la domination du capital financier, tous les participants sont essentiellement des agresseurs. N'est-ce pas maintenant clair comme le jour ? Les valets du tsar disaient qu'ils « se défendaient ». Mais lorsque la révolution d'octobre eut enfoncé les armoires secrètes du ministère, il fut établi par des documents officiels qu'aussi bien le tsar que Kerensky, en accord touchant avec les Anglais et les Français, ont fait une guerre de brigandage, qu'ils voulaient prendre Constantinople qui n'était pas à eux, détrousser la Turquie et la Perse, arracher la Galicie à l'Autriche.

Les impérialistes allemands se sont démasqués également. Il n'y a qu'à rappeler le traité de Brest-Litovsk, les pillages opérés en Belgique, en Lithuanie, en Ukraine, en Finlande. La révolution allemande a également fait plus d'une découverte ; nous savons maintenant, par des documents authentiques, que l'Allemagne s'était préparée à l'agression en vue du pillage et qu'elle rêvait de s'approprier presque toutes les colonies étrangères et des territoires ennemis.

Et les « nobles Alliés » ? Les voilà aussi entièrement démasqués. Après les avoir vus, par la paix de Versailles, détrousser l'Allemagne, lui imposer 125 milliards de contributions, lui enlever toute sa flotte, toutes ses colonies, presque toutes ses locomotives et ses vaches laitières, personne ne croira plus à leur générosité. Maintenant, ils pillent la Russie, dans le Nord et dans le Midi. Donc, eux aussi, ont fait la guerre en vue du pillage.

Les communistes (bolcheviks) avaient dit tout cela dès le début de la guerre et bien peu les croyaient. Maintenant tout homme, tant soit peu intelligent, en reconnaît la vérité. Le capital financier est un brigand rapace et sanguinaire, de quelque origine qu'il soit : russe, allemand, français, japonais ou américain.

Il est donc ridicule de dire, dans le cas d'une guerre impérialiste, qu'un impérialiste est coupable, un autre, non ; ou que certains impérialistes sont les agresseurs, tandis que les autres se défendent. Tout cela a été inventé pour bernier les travailleurs. En réalité, tous se sont attaqués tout d'abord aux petits peuples coloniaux, tous, ils ont conçu le dessein de se livrer au pillage du monde entier et de le soumettre au capital financier de leur propre pays.

La guerre qui a éclaté devait fatalement se transformer en une guerre mondiale. Le globe entier étant alors déjà découpé en morceaux et partagé entre les « grandes puissances » et toutes les puissances étant unies entre elles par une économie mondiale commune, il était tout naturel que la guerre embrassât presque tous les continents.

L'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, le Monténégro, le Japon, les Etats-Unis, la Chine et d'autres petits Etats par douzaines ont été entraînés dans le remous sanglant. La population de la terre s'élève à environ un milliard et demi d'hommes. Tous ont souffert, directement ou indirectement de cette guerre imposée par une poignée de capitalistes criminels. Le monde n'avait encore jamais vu de telles armées immenses, des instruments de mort aussi monstrueux. Jamais le monde n'avait vu non plus pareille puissance du capital. L'Angleterre et la France ont contraint à la défense de

leurs coffres-forts, non seulement des Anglais et des Français, mais aussi des milliers et des milliers de leurs esclaves coloniaux noirs ou jaunes. Les brigands « civilisés » n'ont pas craint d'employer pour leurs desseins jusqu'à des cannibales. Et tout cela masqué sous les plus nobles formules.

[La guerre de 1914 a eu ses précédents dans les guerres coloniales. Telles furent : la campagne des puissances « civilisées » contre la Chine, la guerre hispano-américaine, la guerre russo-japonaise de 1904 (pour la Corée, Port-Arthur, la Mandchourie, etc.), la guerre italo-turque en 1912 (pour la colonie africaine de Tripoli) ; la guerre anglo-boer au commencement du vingtième siècle, dans laquelle l'Angleterre « démocratique » a étranglé les deux républiques boers. Plus d'une fois ces compétitions risquèrent d'allumer un immense incendie. Le partage des territoires africains menaçait d'amener une guerre entre l'Angleterre et la France (pour Fachoda), ensuite entre l'Allemagne et la France (pour le Maroc) ; la Russie tsariste a failli entrer en guerre avec l'Angleterre pour le partage territorial de l'Asie centrale.

Déjà, à la veille de la guerre mondiale, les antagonismes d'intérêts se sont fortement accusés entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet de la prédominance en Afrique, en Asie Mineure et dans les Balkans. Et les circonstances voulurent alors que l'Angleterre marchât avec la France qui voulait enlever à l'Allemagne l'Alsace-Lorraine, et avec la Russie qui désirait faire ses petites affaires dans les Balkans et la Galicie. L'impérialisme allemand, rapace, avait trouvé son allié principal dans l'Autriche-Hongrie. L'impérialisme américain ne s'en mêla que plus tard, car il guettait l'affaiblissement réciproque des Etats européens.

En dehors du militarisme, l'arme la plus employée par les puissances impérialistes est la *diplomatie secrète* qui a recours à des traités secrets, des complots, voire même des assassinats, des bombes, etc... Il existait de ces traités secrets d'un côté entre l'Angleterre, la France et la Russie, et de l'autre entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. L'assassinat de l'archiduc autrichien avant le déclenchement de la guerre n'eut pas lieu, semble-t-il, sans que les agents secrets de l'Entente en aient été informés. Mais, d'un autre côté, la diplomatie allemande elle-même n'y voyait pas d'inconvénients ; l'impérialiste allemand Rohrbach écrivait : « Nous devons considérer comme un bonheur que, grâce à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le grand complot antiallemand ait éclaté avant le terme fixé. Deux ans plus tard, la guerre aurait été pour nous beaucoup plus dure. » Les provocateurs allemands eussent été prêts à sacrifier même un de leurs princes pour déchaîner eux-mêmes la guerre.]

Le Capitalisme d'Etat et les classes

La guerre impérialiste ne se distingue pas seulement par ses proportions gigantesques et par son action dévastatrice, mais aussi par le fait que *toute l'économie du pays en guerre est subordonnée aux intérêts militaires*. L'argent suffisait auparavant à la bourgeoisie pour faire la guerre. Mais la guerre mondiale prit une telle ampleur, et les pays en lutte avaient atteint un tel développement, que l'argent seul ne put suffire. Les aciéries durent être exclusivement occupées à fondre pour la guerre des canons plus monstrueux les uns que les autres, le charbon ne fut extrait

des puits que pour la guerre, et les métaux, les tissus, le cuir, etc., furent employés pour les seuls besoins de la guerre. Bien entendu, parmi les trusts capitalistes nationaux, c'est celui chez qui la production et les transports s'adaptent le mieux à la guerre, qui pouvait espérer être victorieux. Comment se fit cette adaptation ? Par la *centralisation de toute la production*.

Il fallait que la production marchât sans à-coup, fût bien organisée, soumise aux instructions directes de l'état-major général, afin que les ordres de « ces messieurs à gros galons et à képis étoilés » fussent ponctuellement exécutés.

Pour réaliser cela, la bourgeoisie n'eut qu'à mettre la production privée et les différents syndicats et trusts à la disposition de son *Etat de proie bourgeois*. Ainsi fut fait. L'industrie fut « mobilisée » et « militarisée », c'est-à-dire mise à la disposition de l'Etat et des autorités militaires. « Comment ? objectera-t-on. Mais alors, la bourgeoisie a perdu ses profits ? Mais alors, ce fut la nationalisation ? Une fois tout remis à l'Etat, qu'est-ce qu'en a retiré la bourgeoisie et comment accepta-t-elle un pareil marché ? » Et, cependant, la bourgeoisie l'a accepté, et il n'y a rien d'étonnant à cela. Car les syndicats particuliers ont tout remis, non à l'Etat ouvrier, mais à *leur propre Etat impérialiste*. Et qu'y avait-il là de si effrayant pour la bourgeoisie ? Elle ne faisait que passer ses richesses d'une poche dans une autre, sans y perdre un centime.

Il faut se rappeler constamment le caractère de classe de l'Etat. L'Etat n'est pas quelque chose comme un troisième pouvoir au-dessus des classes, mais une organisation de classe, de la tête aux pieds. Sous la dictature des ouvriers, il est une organisation d'ouvriers. Sous la domination de la bourgeoisie, il est une organisation d'entrepreneurs, tout comme un trust ou un syndicat.

Par conséquent, lorsque la bourgeoisie a remis les syndicats privés entre les mains de son Etat (pas entre celles d'un Etat prolétarien, mais entre celles de son *propre Etat capitaliste de proie*), elle n'a absolument rien perdu. Que le fabricant Dupont ou Durand touche son profit à la caisse d'un syndicat ou à celle de la banque d'Etat, n'est-ce pas la même chose ? Non seulement la bourgeoisie n'y perdit rien, mais elle y gagna. Grâce à cette centralisation, en effet, la machine militaire marchait mieux et ainsi s'accrut la probabilité du succès dans cette guerre de brigandage.

C'est ainsi que, pendant la guerre, dans presque tous les pays capitalistes, commença à se développer un *capitalisme d'Etat* à la place des syndicats particuliers. L'Allemagne, par exemple, ne put remporter ses victoires et résister si longtemps à l'assaut de forces ennemies supérieures, que parce que la bourgeoisie s'entendit admirablement à organiser ce capitalisme d'Etat.

Le passage au capitalisme d'Etat s'est fait sous différentes formes et de diverses manières. Le plus souvent, *des monopoles d'Etat* furent créés dans le domaine de la production et du commerce, c'est-à-dire que la production et le commerce passèrent, dans leur totalité, entre les mains de l'Etat bourgeois. Parfois, ce passage ne s'accomplissait pas d'un seul coup, mais peu à peu, comme lorsque l'Etat achetait une partie seulement des actions d'un syndicat ou d'un trust.

Alors, cette entreprise appartenait pour moitié à l'Etat, pour moitié à des particuliers, et l'Etat bourgeois y réalisait sa politique. De plus, même dans les entreprises restées aux mains des particuliers, on imposait souvent une réglementation

tion rigoureuse : ainsi, certaines entreprises étaient *tenuës*, par une loi spéciale, d'acheter à d'autres, qui, à leur tour, ne devaient leur vendre que par quantités déterminées et à un prix fixé ; l'Etat prescrivait également des méthodes de travail obligatoires, des matériaux ; il imposait la carte d'achat pour tous les produits importants. Ainsi, à la place du capitalisme privé se développait le capitalisme d'Etat.

Le capitalisme d'Etat signifie un renforcement formidable de la haute bourgeoisie. De même que, sous la dictature du prolétariat, la classe ouvrière est d'autant plus forte que la collaboration dans le travail du pouvoir des Soviets, des syndicats ouvriers, du Parti Communiste, etc., est plus intime ; de même, sous la dictature de la bourgeoisie, cette dernière est d'autant plus puissante que toutes les organisations bourgeoises sont rattachées par des liens plus solides. Le capitalisme d'Etat, en les centralisant et en faisant les parties essentielles d'une seule et même organisation, favorise la puissance formidable du capital. La dictature de la bourgeoisie célèbre vraiment la son triomphe.

En unissant et en organisant la bourgeoisie, en augmentant sa puissance, le capitalisme d'Etat affaiblit la *classe ouvrière*. Pendant sa domination, on fit des ouvriers les esclaves à peau blanche d'un Etat de proie. On les priva du droit de faire grève, on les mobilisa et militarisa ; tout homme qui se déclarait contre la guerre était aussitôt condamné pour crime de trahison ; dans beaucoup de pays, on leur enleva la liberté de circuler, le droit de passer d'une entreprise dans une autre, etc... Le « libre » ouvrier salarié était devenu un serf condamné à mourir sur les champs de bataille pour la cause de ses ennemis, condamné à travailler jusqu'à l'épuisement, non pour lui-même, ni pour ses camarades ou pour ses enfants, mais dans l'intérêt de ses propres oppresseurs.

La Faillite du Capitalisme et la classe ouvrière

Ainsi, la guerre favorisa au début la centralisation et l'organisation de l'économie capitaliste. Ce que n'avaient encore pu terminer les syndicats, les banques, les trusts, les entreprises combinées, le capitalisme d'Etat s'efforça de le réaliser. Il créa un réseau d'organes de toutes sortes, régularisant la production et la répartition et préparant ainsi le terrain pour que le prolétariat pût entreprendre la grande production centralisée.

Mais la guerre, dont tout le poids pesait sur la classe ouvrière, allait déchaîner inévitablement le soulèvement des *masses prolétariennes*. Ce fut avant tout une tuerie comme on n'en avait pas encore vu dans l'Histoire. La production des cadavres marchait à pas de géant. Le prolétariat était voué à l'extermination sur les champs de bataille. D'après certains calculs, le nombre des tués, blessés et disparus, rien que jusqu'en mars 1917, atteignait vingt-cinq millions d'hommes ; le nombre des tués au 1^{er} janvier 1918 était d'environ huit millions. En estimant le poids moyen d'un homme à 3 pouds (1), on peut dire que les capitalistes ont produit, d'août 1914 à janvier 1918, vingt-quatre millions de pouds de viande humaine en putréfaction. Pour fixer exactement les pertes humaines, il faudrait ajouter encore des millions

de malades. Rien que la syphilis, qui a pris, pendant la guerre, une extension inouïe, a infecté presque tout le genre humain. Les hommes, après la guerre, avaient perdu les deux tiers de leurs forces ; les éléments les plus sains, les plus capables de travailler, la fleur de toutes les nations, ont été exterminés.

Et ce sont évidemment les ouvriers, les paysans, qui souffrirent le plus grand dommage.

Dans les grands centres des Etats belligérants, il s'est même formé de petites villes de soldats particulièrement défigurés et mutilés ; sans figure d'homme, avec la seule boîte crânienne, munis de masques, ces malheureux tronçons humains végètent là, témoignage vivant de la « culture » bourgeoise.

Mais le prolétariat ne fut pas seulement immolé dans de sauvages combats. Des charges incroyables pèsent encore sur les épaules des survivants. La guerre exigea des dépenses folles. Et pendant que les fabricants et les usiniers touchaient des « bénéfices de guerre » fabuleux, on imposait aux ouvriers des impôts énormes, pour payer les frais formidables de la guerre. En 1919, à la Conférence de la Paix, le ministre des finances de la France a déclaré que la guerre avait coûté aux nations belligérantes un trillion de francs. Peu de gens savent ce que signifient de pareils chiffres. Autrement, c'est avec des chiffres de ce genre qu'on calculait les distances d'une étoile à une autre. Un trillion, c'est un million de millions.

De pareilles dépenses exigeaient, pour être couvertes, des sommes folles. Et tout naturellement, les Etats capitalistes se sont mis à augmenter d'autant les impôts de la classe ouvrière : soit sous forme d'impôts directs, soit pour faire payer aussi quelque chose à la bourgeoisie — par la hausse patriotique des prix des marchandises. La cherté de la vie s'accrut. Et les fabricants — ceux surtout qui travaillaient pour la guerre — encaissèrent des bénéfices inouïs.

Pendant la guerre, on fabriqua surtout des shrapnells, des grenades, de la dynamite, des canons, des autos blindées, des aéroplanes, des gaz asphyxiants, de la poudre, etc... Aux Etats-Unis, il surgit même des villes entières autour des poudrières. Ces villes étaient bâties hâtivement, les usines construites trop vite, de sorte que souvent elles sautaient, tant on était pressé de fabriquer de la poudre et de gagner de l'argent. Les fabricants de canons et d'obus firent aussi de brillantes affaires et réalisèrent des profits formidables. Mais la situation du peuple n'en devenait que plus mauvaise. Car des véritables produits qui servent à l'alimentation, à l'habillement, etc., on en produisait de moins en moins. Avec de la poudre et des balles, on peut tirer et détruire ; mais on ne peut ni se nourrir, ni se vêtir. Et toutes les forces économiques étaient absorbées par la production de la poudre et des autres engins de destruction. La production normale et utile disparaissait de plus en plus. La main-d'œuvre passait dans l'armée et toute l'industrie travaillait pour la guerre. Les marchandises utiles devenaient de plus en plus rares, amenant la famine et la vie chère. Le manque de pain, le manque de charbon, le manque de tous les objets utiles, et par-dessus le marché la disette mondiale et l'épurement général de l'humanité, telles sont les conséquences de la criminelle tuerie impérialiste.

Le manque de charbon, d'acier, de tout le nécessaire finit par bouleverser la production de guerre elle-même. Les pays du monde entier, à

(1) Le poud : environ 16 kilogrammes.

l'exception de l'Amérique, s'appauvrirent continuellement. La famine, la destruction, le froid faisaient leur marche triomphale par toute la terre. Et tous ces maux affectaient surtout la classe ouvrière. Elle tenta bien de protester, mais la guerre dressa contre elle toute la puissance capitaliste de l'Etat de rapine. La classe ouvrière, dans tous les pays, aussi bien monarchiques que républicains, subit des persécutions inouïes. Les ouvriers furent privés non seulement du droit de grève, mais la moindre tentative protestataire fut impitoyablement réprimée. La domination du capitalisme conduisit ainsi à la guerre civile entre les classes.

Le régime capitaliste craquait de toutes parts. L'anarchie de la production avait conduit à la guerre, qui avait provoqué une exaspération sans exemple des antagonismes entre les classes ; ainsi la guerre menait à la Révolution. Le capitalisme se mit à se désagréger dans deux directions principales. La faillite du capitalisme commençait.

Examinons de plus près cette faillite.

La société capitaliste était entièrement fondue dans un seul moule : l'usine était organisée exactement de la même manière qu'une chancellerie ou bien qu'un régiment de l'armée impérialiste ; en haut, les riches, qui dirigent, en bas, les pauvres, les ouvriers et les employés, qui obéissent ; entre eux, les ingénieurs, les sous-officiers, les employés supérieurs. On voit par là que la société capitaliste ne peut durer qu'aussi longtemps que le soldat ouvrier obéit au propriétaire, général ou officier issu de la noblesse ou de la bourgeoisie, et tant que l'ouvrier de fabrique exécute l'ordre de Monsieur le Directeur, nanti de gros appointements, ou qu'il se conforme aux instructions du fabricant, suceur de plus-value ouvrière. Mais, aussitôt que les masses laborieuses reconnaissent qu'elles ne sont que de simples pions entre les mains de leurs ennemis, les fils qui relient le soldat au général, l'ouvrier au fabricant commencent à se rompre. Les ouvriers cessent d'obéir à leurs patrons, les soldats à leurs officiers, les employés à leurs chefs. Vient la période de décadence de l'ancienne discipline par laquelle les riches dominaient les pauvres et la bourgeoisie maltraitait le prolétariat. Cette période durera inévitablement jusqu'à ce que la nouvelle classe, le prolétariat, ait soumis la bourgeoisie, l'ait contrainte à servir les travailleurs et ait organisé la discipline nouvelle.

Cette période de confusion, où l'ordre ancien est déjà détruit et où l'ordre nouveau n'est pas encore créé, ne peut finir qu'avec la victoire complète du prolétariat dans la guerre civile.

La Guerre civile

La guerre civile est une lutte de classes exaspérée, qui se transforme en révolution. La guerre impérialiste mondiale entre différents groupes de la bourgeoisie pour le partage et la répartition nouvelle du monde fut menée à l'aide des esclaves du capital. Mais elle imposa aux ouvriers de telles charges que la lutte des classes commença à se transformer en la guerre civile des opprimés contre leurs oppresseurs, guerre que déjà Marx appelait la seule guerre équitable.

Il est tout naturel que le capitalisme ait conduit à la guerre civile et que la guerre impérialiste entre Etats bourgeois ait été suivie de la guerre des classes. Notre parti l'avait prédit, tout au début de la guerre de 1914, alors que personne encore

ne songeait à la Révolution. Et cependant il était clair que, d'une part, les charges inouïes imposées par la guerre à la classe ouvrière soulèveraient le prolétariat et que, d'autre part, la bourgeoisie serait incapable de faire une paix durable, par suite des antagonismes par trop grands entre les différents groupes nationaux de pillards capitalistes.

Notre prédiction se réalise aujourd'hui intégralement. Aux années terribles de tuerie, de bestialité et de sauvagerie, succéda la guerre civile contre les oppresseurs. Elle fut ouverte par la Révolution russe, en février et en octobre 1917 ; les Révolutions finlandaise, hongroise, autrichienne et allemande l'ont continuée ; puis la révolution commença dans d'autres pays... Et en même temps, la bourgeoisie est manifestement incapable de faire une paix durable. Les alliés ont vaincu l'Allemagne en novembre 1918 ; ils n'ont signé la paix de rapine de Versailles que sept mois plus tard. Tout le monde sent que cette paix ne peut durer ; depuis se sont déjà battus les Yougo-Slaves et les Italiens, les Polonais et les Tchéco-Slovaques, les Polonais et les Lithuaniens, les Lettons et les Allemands. Et tous les Etats bourgeois ont attaqué ensemble la République des ouvriers russes victorieux. Ainsi la guerre impérialiste se termine par la guerre civile d'où le prolétariat doit nécessairement sortir triomphant.

La guerre civile n'est pas le caprice de quelque parti ou le produit du hasard, c'est une manifestation de la Révolution qui devait se produire inévitablement parce que la guerre des pillards impérialistes a définitivement ouvert les yeux aux masses ouvrières.

La guerre civile mit l'une en face de l'autre, les armes à la main, les classes de la société capitaliste avec les intérêts opposés. Le fait que la société capitaliste est partagée en deux parties, que, dans le fond, elle représente au moins deux sociétés — ce fait restait, en temps ordinaire, caché. Pourquoi ? Parce que les esclaves obéissaient en silence à leurs maîtres. Mais pendant la guerre civile ce silence prend fin et la partie opprimée de la société s'insurge contre la partie qui opprime. Il va de soi que, dans ces conditions, aucune « vie commune pacifique » entre les classes n'est possible : l'armée se divise en gardes blancs issus de la noblesse, de la bourgeoisie, des intellectuels riches, et en soldats rouges, sortis de la classe ouvrière et paysanne ; toute Assemblée Constituante, quelle que soit sa forme, dans laquelle siègeront en même temps des fabricants et des ouvriers, devient impossible ; comment pourraient-ils siéger « paisiblement » dans la même Constituante, quand ils se fusillent dans la rue ? Dans la guerre civile, les classes sont dressées l'une contre l'autre. C'est pourquoi elle ne peut se terminer que par la victoire complète d'une classe sur l'autre, mais jamais par aucune conciliation, par aucun compromis. Et ce que nous avons vu dans la guerre civile en Russie et dans d'autres pays (en Allemagne, en Hongrie) le confirme entièrement. N'est possible aujourd'hui que la dictature du prolétariat ou celle de la bourgeoisie et des généraux. Le gouvernement des classes moyennes et de leurs partis (socialistes-révolutionnaires, mencheviks, etc.) n'est qu'un pont pour le passage d'un côté ou de l'autre. Lorsque le gouvernement des Soviets en Hongrie eut été renversé avec l'aide des mencheviks, il a d'abord été remplacé par une « coalition » que suivit bientôt la réaction. Lorsque les socialistes-révolutionnaires

constitutionnels eurent, pour quelque temps, réussi à s'emparer d'Oufa, de l'autre côté de la Volga, et de la Sibérie, ils en furent chassés, 24 heures après, par l'amiral Koltchak, appuyé par la haute bourgeoisie et les propriétaires. Et Koltchak mit la dictature des propriétaires et des bourgeois à la place de celle des ouvriers et des paysans. La victoire décisive sur l'ennemi et la réalisation de la *dictature prolétarienne* sont le résultat inévitable de la guerre civile mondiale.

Les formes de la guerre civile et son prix

L'époque des guerres civiles a été ouverte par la Révolution russe qui n'a été qu'une manifestation partielle, le commencement de la Révolution universelle mondiale. En Russie, la révolution éclata plus tôt que dans les autres pays parce qu'y commença plus tôt la désagrégation du capitalisme. La bourgeoisie et les propriétaires fonciers russes qui, convoitant Constantinople et la Galicie, avaient préparé, avec leurs alliés français et allemands, la boucherie sanglante de 1914, ont sauté les premiers par suite de leur faiblesse et de leur manque d'organisation : c'est en Russie qu'apparurent d'abord le désordre et la famine. C'est pourquoi il a été plus facile au prolétariat russe de venir à bout de ses ennemis, de remporter le premier la victoire et de réaliser le premier sa dictature.

[Il ne s'ensuit nullement que la Révolution communiste russe soit la révolution la plus parfaite du monde et que le communisme puisse être réalisé dans un pays d'autant plus tôt que le capitalisme y est moins développé. D'après ce raisonnement, le socialisme devrait se réaliser d'abord en Chine, en Perse, en Turquie, pays très peu capitalistes où le prolétariat n'existe pas. Toute la doctrine de Marx serait fautive.]

Celui qui raisonne de cette façon confond le commencement de la Révolution avec son caractère, son achèvement. La Révolution en Russie a éclaté plus tôt, grâce au faible développement du capitalisme. Mais cette faiblesse même, le caractère arriéré du pays où le prolétariat se trouve en minorité, avec ses nombreux petits commerçants, etc... rend difficile l'organisation d'une économie sociale communiste.

En Angleterre, la Révolution se déclarera plus tard. Mais là, après la victoire, le prolétariat pourra organiser le communisme plus rapidement, car il y forme l'immense majorité et il est habitué au travail en commun. La production y est incomparablement plus centralisée. Donc, en Angleterre, la révolution commencera plus tard, mais elle sera plus parfaite qu'en Russie.]

Beaucoup de gens pensent que le caractère cruel de la guerre civile est la conséquence de l'« asiatisme » russe, d'une culture arriérée. Les adversaires de la révolution dans l'Europe occidentale, ne cessent de répéter qu'en Russie fleurit le « socialisme asiatique » et que dans les pays civilisés la révolution s'accomplira sans cruautés. C'est du verbiage stupide. Dans un pays capitaliste, la résistance de la bourgeoisie ne peut être que plus grande ; les intellectuels (techniciens, ingénieurs, officiers) y sont attachés plus fortement au capital et parlant plus hostiles au communisme. La guerre civile sera donc, dans ce pays, inévitablement plus violente qu'en Russie. Nous le voyons déjà en Allemagne. La révolution a prouvé là-bas que la lutte revêt, dans les pays à fort développement

capitaliste, des formes encore plus sanglantes.

[Ceux qui se plaignent de la terreur des bolcheviks oublient que la bourgeoisie, pour conserver ses coffres-forts, ne recule devant rien. Voici ce que dit à ce sujet la résolution du Congrès communiste international : « Lorsque la guerre impérialiste commença à se transformer en guerre civile, et que devant les classes dirigeantes les plus criminelles qu'ait connues l'histoire de l'humanité, le danger se dressa tout proche, de l'écroulement de leur domination sanglante, leur férocité se fit encore plus cruelle ».

Les généraux russes, cette incarnation vivante du régime tsariste, ont organisé et organisent encore des fusillades d'ouvriers en masse, avec l'appui direct ou indirect des social-traitres. Pendant la domination, en Russie, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, des milliers d'ouvriers et de paysans remplissaient les prisons, et les généraux exterminaient, pour insubordination, des régiments entiers. Aujourd'hui Krasnov et Denikine, avec le concours bienveillant des puissances de l'Entente, ont massacré et pendu des ouvriers par dizaines de mille, ont fusillé « un soldat sur dix », même ils ont été jusqu'à laisser trois jours durant à la potence les cadavres des pendus, pour terroriser les vivants. Dans l'Oural et sur le Volga, les bandes blanches tchéco-slovaques coupaient aux prisonniers les pieds et les mains, les noyaient dans la Volga, les enterraient vivants. En Sibérie, les généraux assommaient les communistes par milliers et ont exterminé un nombre considérable d'ouvriers et de paysans.

Les bourgeois allemands et autrichiens et les social-traitres ont montré pleinement leurs instincts de cannibales lorsque, en Ukraine, ils pendirent à des potences de fer transportables les ouvriers et les paysans qu'ils exploitaient auparavant, les communistes, leurs compatriotes, qui sont nos camarades autrichiens et allemands.

En Finlande, ce pays de la démocratie bourgeoise, ils ont aidé les bourgeois finlandais à fusiller de 13 à 14.000 prolétaires et à en faire mourir par la torture dans les prisons plus de 15.000. A Helsingfors ils chassaient devant eux, comme boucliers contre les mitrailleuses, des femmes et des enfants. Grâce à leur concours, les gardes blancs finlandais et leurs auxiliaires suédois réussirent à célébrer de sanglantes orgies aux dépens du prolétariat finlandais, vaincu. A Tammerfors, on obligea les femmes et les enfants condamnés à mort à creuser leurs propres tombes ; à Viborg on extermina des milliers de Russes, hommes, femmes et enfants.

A l'intérieur du pays, les bourgeois et les social-démocrates allemands ont atteint le suprême degré de la fureur réactionnaire dans la répression sanglante du soulèvement communiste ouvrier, dans l'assassinat féroce de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, dans le massacre et l'extermination des ouvriers spartakistes. La terreur blanche, en masse et individuelle, c'est le drapeau sous lequel marche la bourgeoisie.

Le même tableau nous est offert dans les autres pays. Dans la Suisse démocratique, tout le monde est prêt au massacre des ouvriers qui oseraient toucher à la loi capitaliste. En Amérique, la prison, le lynchage et le fauteuil électrique pour l'exécution capitale, sont les plus hauts symboles de la démocratie et de la liberté. En Hongrie et en Angleterre, en Tchéco-Slovaquie et en Pologne, partout c'est la même chose. Les assassins bourgeois ne reculent devant aucune atro-

cité. Pour consolider leur domination, ils déchaînent le chauvinisme et organisent de monstrueux pogromes juifs, qui, par leur cruauté, laissent loin derrière eux les pogromes organisés par la police du tsar... Et lorsque la canaille réactionnaire et « socialiste » polonaise a massacré les représentants de la Croix-Rouge russe, ce n'a été qu'une goutte d'eau dans la mer des crimes et des atrocités commis journellement par le cannibalisme bourgeois aux abois.]

A mesure que la guerre civile se développe, elle revêt de nouvelles formes. Lorsque le prolétariat est opprimé dans tous les pays, cette guerre prend la forme d'*insurrections* contre le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie. Mais voici que, dans tel ou tel pays, le prolétariat a vaincu et qu'il a pris le pouvoir politique en mains. Que va-t-il arriver ? Car le prolétariat a à son service le pouvoir de l'Etat, l'armée prolétarienne, tout l'appareil du pouvoir. Le prolétariat lutte alors avec la bourgeoisie qui organise contre lui des complots et des insurrections. Mais il lutte en même temps, comme Etat, avec les Etats bourgeois. La guerre civile prend là une autre forme, celle d'une vraie guerre de classe, où l'Etat prolétarien lutte contre les Etats bourgeois ; ici, les ouvriers ne se soulèvent pas seulement contre la bourgeoisie de leur propre pays, mais l'Etat ouvrier fait une guerre en règle aux Etats impérialistes. Cette guerre est faite non pour piller le bien d'autrui, mais pour la victoire du communisme, pour la dictature de la classe ouvrière.

C'est ce qui est arrivé en réalité. Après la Révolution russe d'octobre, tous les Etats capitalistes : l'Allemagne, la France, l'Amérique, le Japon, etc. se sont jetés, de tous côtés sur le pouvoir des Soviets. Plus la Révolution russe agissait par son exemple sur les ouvriers des autres pays, et plus étroitement se liguaient contre elle le *Capital international*, tâchant d'organiser contre le prolétariat une coalition de brigands capitalistes.

Cette tentative fut faite par les capitalistes, sur l'initiative de Wilson, le chef habile et retors du capital américain, à la soi-disant « conférence de la paix » à Versailles. Ils ont appelé cette association de brigands la « Société des Nations », c'est-à-dire les « Etats Unis des Peuples ». Mais, en réalité, c'est une union non des peuples, mais des *capitalistes* des différents pays et de leurs gouvernements.

Cette union est une tentative pour créer un trust mondial formidable qui embrasserait toute notre planète, qui exploiterait le monde entier et qui réprimerait partout, de la façon la plus féroce, les aspirations de la classe ouvrière et la Révolution. Les allégations d'après lesquelles cette union aurait pour but l'œuvre de la paix ne sont qu'une fable vaine. Son vrai but est double : l'exploitation impitoyable de tout le prolétariat mondial, de toutes les colonies et de leurs esclaves coloniaux, et l'étranglement de la Révolution mondiale en voie de développement.

Plus est forte la pression du prolétariat et plus se resserre la clique des capitalistes. Dans le *Manifeste Communiste*, Marx et Engels écrivaient, en 1847 : « Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne ». Bien des années se sont écoulées depuis. Le spectre du communisme a pris chair et os. Et contre lui, non seulement la vieille Eu-

rope part en campagne, mais tout l'univers capitaliste. Cependant, la *Société des Nations sera dans l'incapacité de remplir ses deux tâches : l'organisation en un seul trust de toute l'économie mondiale et l'égorgeage de la révolution mondiale*. Même parmi les grandes puissances, l'union parfaite n'existe pas. L'Amérique est opposée au Japon, et ces deux puissances continuent leurs armements. Il serait ridicule de penser que l'Allemagne écrasée puisse nourrir des sentiments amicaux à l'égard des pillards « désintéressés » de l'Entente. Il y a donc là aussi une fissure béante. Les petits Etats se font la guerre. Mais ce qui est encore plus important, les insurrections et les guerres commencent dans les colonies : dans l'Inde, en Egypte, en Irlande, etc. Les pays asservis se soulèvent contre leurs oppresseurs européens « civilisés ». A la guerre civile, guerre de classe, que mène le prolétariat contre la bourgeoisie impériale, s'ajoutent les soulèvements dans les colonies, qui aident à miner et à détruire la domination de l'impérialisme mondial. Ainsi, le système de l'impérialisme craque sous la pression du prolétariat qui se lève, par suite des guerres des républiques prolétariennes, des soulèvements et des guerres des nations asservies par l'impérialisme, et grâce aussi aux antagonismes et aux discordes entre les grandes puissances capitalistes. Au lieu d'une « paix durable », c'est le chaos complet ; au lieu de l'apaisement du prolétariat mondial, c'est la guerre civile exaspérée. Dans cette guerre civile croissent les forces du prolétariat et diminuent les forces de la bourgeoisie. Au bout, c'est inévitablement la victoire du prolétariat.

Certes, la victoire de la dictature prolétarienne ne sera point conquise sans sacrifices. La guerre civile, comme toute autre guerre, coûte des sacrifices en hommes et en biens matériels. Toute révolution amène de pareilles dépenses. Aussi, dans les premiers temps de la guerre civile, la désagrégation causée par la guerre impérialiste s'aggravera encore davantage. Car les ouvriers, au lieu de travailler ou d'organiser la production, devront rester au front, le fusil à la main, et se défendre contre les propriétaires et les généraux, et la vie des fabriques en souffrira évidemment. Mais cela est inévitable dans toute Révolution. Dans la Révolution bourgeoise française de 1789-1793, lorsque la bourgeoisie renversait les propriétaires fonciers, la guerre civile était accompagnée d'une grande destruction. Mais après la défaite de la propriété féodale, la France se mit à progresser rapidement.

Chacun comprendra que dans une Révolution aussi formidable que la Révolution mondiale du prolétariat, lorsque s'écroule un régime d'oppression édifié durant des siècles, les pertes de la Révolution puissent être particulièrement grandes. La guerre civile prend aujourd'hui des proportions mondiales ; elle en arrive à être, en partie, la guerre des Etats bourgeois contre les Etats prolétariens. Les Etats prolétariens qui se défendent contre les brigands impérialistes, mènent une guerre de classes, guerre véritablement sainte. Mais elle demande des sacrifices de sang. Et plus s'étend la guerre, et plus les sacrifices sont grands et plus le chaos augmente.

Le coût élevé d'une révolution n'est nullement une preuve contre cette révolution. Le régime capitaliste édifié pendant des siècles, a conduit à la monstrueuse tuerie impérialiste dans laquelle a été

versée une mer de sang. Quelle guerre civile pourrait être comparée à cette destruction sauvage et à cet anéantissement de tant de richesses accumulées par l'humanité ? Il faut, *une fois pour toutes*, que l'humanité en finisse avec le capitalisme. Et il vaut bien la peine de tenir bon durant les guerres civiles afin de frayer le chemin au communisme qui guérira toutes les blessures et donnera un rapide essor au développement des forces productives de la société humaine.

Où la décomposition générale ou le communisme

La Révolution en cours est *mondiale*, pour les mêmes raisons qui ont fait de la guerre impérialiste une guerre impérialiste *mondiale*. Tous les principaux pays sont reliés les uns aux autres, constituant des chaînons de l'économie mondiale, presque tous ont été entraînés dans la guerre et liés ensemble par elle, d'une façon ou d'une autre ; dans tous les pays la guerre a causé des dévastations terribles, conduit à la famine, à l'asservissement du prolétariat, à la décomposition progressive et à la décadence du capitalisme, à la dissolution de la discipline de la « trique » dans les armées, les fabriques et les usines, et avec la même nécessité implacable, elle conduira à la Révolution communiste du prolétariat.

Une fois commencés, la décomposition du capitalisme et le développement de la Révolution communiste ne peuvent être contenus. Toute tentative

pour replacer la société humaine dans l'ancienne voie capitaliste est vouée d'avance à un insuccès complet. La conscience des masses prolétaires a atteint une telle hauteur que ces masses ne peuvent plus, ne veulent plus ni travailler, ni s'entregorger pour les intérêts du capital et les conquêtes coloniales. L'armée de Guillaume ne peut plus aujourd'hui être reconstituée en Allemagne. Mais de même qu'on ne peut plus rétablir la discipline impérialiste dans l'armée, en obligeant le soldat prolétaire à se soumettre au joug du général bourgeois ou noble, on ne peut pas plus rétablir la discipline capitaliste du travail et obliger l'ouvrier à travailler pour le capitaliste ou le propriétaire foncier. La nouvelle armée ne peut être créée que par le prolétariat. La nouvelle discipline du travail ne peut être réalisée que *par la classe ouvrière*.

La seule issue pour l'humanité est le communisme. Et puisqu'il ne peut être réalisé que par le prolétariat, il est le seul qui puisse vraiment sauver l'humanité des horreurs du capitalisme, de l'exploitation barbare, de la politique coloniale, des guerres continuelles, de la famine, de la sauvagerie, de la bestialité et de tout ce qu'ont apporté d'horreurs le capital financier et l'impérialisme. C'est ce qui fait la grande importance historique du prolétariat. Il peut *essuyer* des défaites dans certaines batailles et même dans certains pays, mais sa victoire est inévitable, comme est inévitable la défaite de la bourgeoisie.

N. BOUKHARINE et E. PREOBRJENSKY.

Les Partis à la Chambre des Communes

L'article du député communiste Walton-Newbold dont est extraite la page que voici, a paru dans le dernier numéro de l'Internationale Communiste.

Rappelons qu'à titre de propagande la librairie de l'Humanité livre les quatre derniers numéros de cette grande revue — organe de l'Exécutif de l'Internationale — au prix global de 12 francs, au lieu de 20 francs.

La plus exacte définition du Parlement a été donnée par le dernier secrétaire de la Chambre des Communes : « *Un musée d'antiquités* ». La collection est très bien disposée, très bien cataloguée et mérite d'autant plus l'attention, amicale ou non, du réaliste marxiste.

Voilà ce qu'on peut dire pour caractériser la structure de la Chambre des Communes et l'important, mais très certaine influence qu'elle exerce sur les représentants des classes laborieuses.

Le Cabinet (1) est conservateur et ne compte qu'un seul membre libéral, le lord-secrétaire pour l'Ecosse. Cette exception s'explique par cette simple raison que l'Ecosse n'a envoyé que très peu

de membres tories aux Communes et que ce petit contingent n'aura ni influence ni succès.

La moitié des ministres sont, ou bien membres de la Chambre des Lords, ou bien fils ou frères de nobles héréditaires. Ils doivent leur élection à la position sociale de leur famille et non à leurs connaissances ou capacités personnelles.

Le groupe sur lequel ils s'appuient, et qui commande à une majorité d'environ 80 députés, est à peu près du même type, quoiqu'il compte un certain nombre de magnats du commerce et de l'industrie et quelques membres du bureau.

Il est probable que jamais, depuis la conquête du pouvoir par la bourgeoisie, en 1832, la Chambre des Communes n'a compris une si grande quantité de médiocrités que la majorité actuelle.

L'ancien gouvernement (1) comptait dans ses rangs et avait comme support à la Chambre, une quantité de personnages qui, pour n'être pas des hommes d'Etat, étaient du moins des personnalités. La plupart, sinon tous, avaient obtenu leur élection grâce à l'argent, car ils avaient, individuellement ou collectivement, une grande puissance financière à leur disposition ; mais ils avaient fait quelque chose dans l'industrie, les finances, la législation ou la politique. Ils avaient quelque mérite et quelque valeur intellectuelle, bien que leur intelligence fût celle d'agitateurs de guerre,

(1) Il s'agit du cabinet Bonar Law, mais le remplacement de Bonar Law par Baldwin ne change rien au fond des choses.

(1) Le gouvernement coalitionniste de Lloyd George tombé en octobre 1922, peu avant les élections.

de lanceurs de compagnies ou d'hommes d'affaires. Les ministres et la majorité parlementaire actuels n'occupent leur place que parce que leurs pères ont possédé de l'argent, des terres et des emplois officiels.

Les bancs ministériels sont garnis par l'élite de la classe gouvernante héréditaire de Grande-Bretagne et d'Irlande. Ils sont occupés par les représentants des familles qui, au cours des 150 dernières années, ont acquis une réputation comme gouverneurs de colonies ou de l'Empire des Indes, grands magistrats civils, banquiers, marchands, agioteurs ou avocats. Ils sont remplis d'hommes dont les familles, pour la plupart, ont acquis leur fortune et leur prestige entre 1780 et 1880.

Dans la Chambre des Communes, les conservateurs représentent la classe gouvernante et possédante qui, ayant hérité de terres, de capitaux et de positions sociales, a des intérêts communs avec la plus ancienne génération de capitalistes, celle qui a formé la base du « Grand Vieux Parti » républicain dans la Nouvelle-Angleterre, à New-York, en Pensylvanie et autres États de l'Amérique du Nord.

De même que les banquiers et marchands de Boston, New-York, Philadelphie et Baltimore désirent consolider la société bourgeoise et la politique oligarchique, les conservateurs de la vieille Angleterre désirent, en poursuivant lentement et avec dignité une politique de « tranquillité », stabiliser la souveraineté, non seulement de la classe possédante, mais aussi des éléments particuliers de cette classe. Il y a parmi eux pas mal de jeunes officiers de terre et de mer en retraite, qui s'amuse à tolérer l'opposition parlementaire qui leur présente la vie sous un aspect qu'ils n'ont jamais vu de près. Ces officiers, souvent, sympathisent ingénument avec les pauvres, mais ils n'hésiteront pas à imiter l'Orgesch, les fascistes et autres bandes noires, lorsque la sécurité et la domination de leur classe seront menacées.

Ils manifestent déjà des signes d'irritation en voyant la nouvelle opposition ouvrière prendre l'habitude de les obliger à accourir au beau milieu de leurs dîners, parties de cartes et soirées au théâtre, pour voter, à toute heure du jour et de la nuit, en faveur du gouvernement menacé.

Libéraux de Lloyd George et libéraux d'Asquith

Les libéraux soutenant Lloyd George sont peu nombreux : 59 seulement. Leur leader n'intervient que rarement dans les débats, et beaucoup croient qu'il joue « le jeu de l'attente ». Selon mon opinion, son influence est plutôt traditionnelle qu'actuelle. Il est déchu de sa puissance politique et le nombre de ses partisans a bien diminué par suite de la disparition rapide de la puissance économique des grands magnats industriels dont il a été l'âme damnée pendant une vingtaine d'années au moins. Il ne pourrait revenir au pouvoir qu'au cas où ces magnats recouvreraient leur puissance, ce qui, dans l'état actuel de l'industrie britannique, ne paraît pas probable. Mon opinion est donc que la carrière de Lloyd George est terminée.

Son unique chance de revenir au pouvoir existerait au cas où les conservateurs, voulant raffermir leur ministère, appelleraient dans leurs rangs Lord Balfour, Austen Chamberlain et Sir Robert Horne, mais alors, je crois que ce dernier, ou bien Lord Birkenhead, auraient l'avantage sur le libéral discrédité Lloyd George. Sans contestation, il ne

peut plus compter que sur l'appui d'un capitaliste d'une énorme influence, Sir Alfred Mond, mais maintenant (moins que jamais) personne n'aime ce repoussant spécimen de l'Internationale capitaliste juive.

Les libéraux, qui sont le soutien d'Asquith, sont au nombre de 60 environ. Ils ont perdu un de leurs leaders, mais ils ont gagné le plus capable des parlementaires, l'avocat le plus à la mode par ses succès, Sir John Simon. Ils ont aussi regagné deux maîtres en matière d'obstruction parlementaire, les avocats radicaux écossais Hoggs et Pringle. Avec Kenworthy, Hoggs et Pringle forment un trio formidable par son expérience de l'opposition par une amère jalousie envers les jeunes « intellectuels » de l'Independent Labour Party, membres du Labour Party (1) de Glasgow et autres circonscriptions écossaises.

C'est pour irriter les petits-bourgeois et les discréditer, si possible, par une intrigue à laquelle il est difficile de croire que Ramsay Mac Donald n'ait pas donné son consentement tacite, que le groupe des députés écossais de l'I. L. P., d'une manière assez maladroite et dont les conséquences furent très déconcertantes, ont mené l'attaque contre les crédits du Soudan. Leur but véritable était d'attaquer l'opposition libérale et de discréditer le leader des Trade-Unions, Clynes, et le reste de l'opposition ouvrière, bien plutôt que de démasquer une politique financière à laquelle les membres du gouvernement étaient intéressés.

Ils étaient assez clairvoyants pour s'apercevoir que les membres du Labour Party commençaient à être mécontents de la domination de la petite bourgeoisie dans ce parti. Ils s'estimaient dupés par le remplacement de Clynes par Mac Donald à la direction du Parti. Ils avaient aussi entendu courir le bruit qu'on tentait un rapprochement entre les membres trade-unionistes du Parlement et les radicaux asquithiens. Ils comprirent que les trade-unionistes cherchaient des alliés puissants par l'intelligence et adroits dans les débats pour renverser la petite majorité qui avait frustré Clynes de son poste de leader. Sachant cela, la petite coterie de créatures que Mac Donald avait faites membres du Parlement et qui, en retour, l'avaient choisi comme leader, se mit, par l'organe du héraut de Mac Donald, Tom Johnston, à discréditer Asquith et, avec lui, ses partisans Pringle, Kenworthy, Hoggs et John Simon. Ils firent tant et si bien que ces derniers durent à leur tour attaquer Clynes qui, lui aussi, avait assisté Asquith dans sa proposition au Gouvernement de venir en aide aux planteurs de coton du Soudan, de la récolte desquels dépendaient également les filatures de Paisley dont Asquith est le mandataire, et celles de Manchester représentées par Clynes.

Cependant, cette manœuvre finit par se retourner contre ses auteurs et leur joua, à mon avis, un très mauvais tour. J'ai démêlé ici cette intrigue pour mettre en relief le peu de distance qui

(1) Ne pas confondre l'Independent Labour Party (I.L.P.), qui est un parti socialiste (en majorité d'ailleurs opportuniste et réformiste) avec le Labour Party qui est un vaste amalgame de trade-unions et de partis ouvriers et socialistes (I.L.P., Société Fabienne, etc.), dont le but est la lutte électorale et politique de la classe ouvrière anglaise. On connaît les efforts, restés jusqu'à ce jour infructueux, du Parti communiste anglais pour se faire agréer dans les rangs du Labour-Party.

En fait, ce sont les chefs de l'Independent Labour Party qui dirigent le Labour Party.

sépare les libéraux asquithiens des éléments petits-bourgeois qui dominent le Labour Party au Parlement.

Dans le Parti ouvrier

Il nous reste à examiner l'opposition officielle, le Labour Party. Il compte environ 142 membres et a à ses côtés deux auxiliaires qui votent d'ordinaire avec lui : le prohibitionniste Scrymgeour, qui a battu Churchill à Dundee, et moi-même, représentant du Parti communiste. Officiellement, le Labour Party ne me reconnaît pas. Officieusement, ses membres et même la plupart de ses leaders sont disposés très amicalement envers moi. Lorsqu'ils combattent quelque résolution ou projet, je vote avec eux contre le gouvernement. Quand il s'agit d'une rivalité entre intérêts capitalistes, je tâche de prendre part aux débats pour démasquer leur jeu, mais m'abstiens de voter pour ou contre. Enfin, si la réforme est directement profitable aux ouvriers ou s'il s'agit d'un acte de guerre parlementaire, je donne mon vote.

La composition du Parti ouvrier est des plus intéressantes, pour ne pas dire divertissantes. Il est dominé, comme je l'ai dit, par l'Independent Labour Party et les intellectuels petits-bourgeois, dont quelques-uns sont membres de la Société Fabienne.

Presque tous les leaders de l'Union du Contrôle Démocratique, y compris Edmond Morel, Roden Buxton, Ponsonby, Trevelyan, etc., sont maintenant à la Chambre comme membres du Labour Party. Beaucoup d'entre eux étaient autrefois libéraux. Ils sont à présent les amis intimes et les guides intellectuels de Mac Donald, Snowden, Wallhead et Jowett. Tous, à l'exception de Morel, semblent être de sincères convertis au socialisme de Vienne (1). Ponsonby et Trevelyan, de même que Kenworthy sont hommes à aller loin avec nous au moment d'une crise. Les autres éléments du Labour Party sont de vrais I. L. P., Jowett est fidèle à son esprit brumeux et Wallhead voudrait être un « rouge », mais il est hypnotisé par « Mac ». Il y a un groupe de I. L. P. des districts de l'ouest du Yorkshire dont quelques membres sont des représentants de trade-unions et sont devenus aussi partisans de Mac. L'un d'eux, Ben Turner, est un grand ami de la Russie soviétique. Ces professionnels et fonctionnaires de trade-unions, mandataires de différentes parties du pays, forment une masse hétéroclite.

Puis vient le groupe écossais de l'I. L. P. qui compte 17 membres. C'est la garde du corps de « Mac ». Elle se compose principalement de maîtres d'école, de journalistes et de petits marchands plus un ou deux ouvriers, tels le marxiste Muir et le sentimental David Kirkwood. Ce sont là des représentants enragés du socialisme I. L. P. et pour la plupart de bons lutteurs qui, dans leur vie privée, raillent le pacifisme et pourraient bien finalement opter pour la dictature du prolétariat. Cependant, ils craignent très souvent de perdre leur existence bourgeoise première et, pour des raisons de famille ou autres, n'osent prendre leur courage à deux mains et embrasser une cause aussi impopulaire que le communisme. Les meilleurs d'entre eux sont incontestablement Shinwell, Maxton et George Hardie — le frère de Keir Hardie.

Il faut noter, en outre, huit mineurs dont les meilleurs sont les mandataires du Lanarkshire, près de Motherwell. La plupart sont membres de

(1) C'est-à-dire de l'Internationale II et 1/2 aujourd'hui disparue.

l'I. L. P., mais certains seulement pour la forme ou par tradition. Aux élections du Lanarkshire, le front unique était absolument solide. Il l'est resté à la Chambre.

Du Northumberland, des Galles du Sud, du Yorkshire et autres bassins houillers, on compte une trentaine de députés de la Fédération des Mineurs de la Grande-Bretagne. Du Lancashire, du Midland, de l'est de Londres et autres contrées industrielles sont venus des représentants trade-unionistes, comme Tom Shaw, du Textile, Ben Tillet et Jack Jones, des Transports et professions diverses, J. H. Thomas et Charlton, des Cheminots, Annon, des Postiers, et ainsi de suite. Quelques-uns sont membres de l'I. L. P. d'une façon plus ou moins formelle, d'autres sont social-démocrates, d'autres encore simplement trade-unionistes.

Notons encore plusieurs *Fabians* conduits par Sidney Webb, Lansbury (un I. L. P., sans contre-dit le meilleur du tas) et enfin, ce bon et loyal membre du Parti communiste, Schapurji Saklatvala, que sa position dans le mouvement des Indes a rendu trop dangereux pour qu'Henderson ait pu se risquer à le repousser.

L'agglomération qui forme le Parti ouvrier renferme beaucoup d'habileté, d'initiative individuelle et de courage, cependant elle n'a fait montre jusqu'à présent que de très peu de discipline et a trop souvent offert le spectacle de la discorde.

L'I. L. P. écossais, qui a poussé Mac Donald au poste de leader, n'est pas partisan du « constitutionnalisme » et de la « respectabilité », qui sue par tous les pores de son idole. C'est là un attelage difficile à manier, et le fait que l'homme bizarre qui devait être son dix-huitième membre (1) représente le Parti communiste pour Motherwell, ne facilite pas les choses. Le « communiste » a des partisans dans toutes les circonscriptions, partisans dont le nombre s'accroît sans doute très rapidement, s'ils deviennent aussi méthodiques que le voudrait leur idéal.

Tel est le contingent de la Chambre des Communes actuelle, tels sont les membres de ses différents partis, les éléments qu'ils représentent et leurs tendances.

J. T. WALTON-NEWBOLD.

(1) C'est Newbold lui-même.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

LA SEMAINE

LUNDI 8 OCTOBRE

Allemagne. — Au Reichstag, discussion de la loi sur les pleins pouvoirs. Discours du social-démocrate Breitscheid, du communiste Rimmelé et de Stresemann.

France. — La C.C.T. réformiste tient à Paris, salle du Globe, son comité national. 29 fédérations, 66 unions représentées. Certains délégués de province se prononcent pour l'unité ; Buisson et Rey leur opposent la motion anti-unitaire votée par le dernier congrès ; la question est renvoyée à une commission. Grand discours ultra-réformiste de Jouhaux sur les réparations et la paix.

MARDI 9 OCTOBRE

France. — Deux jeunes communistes, Vincent et Tchernikov sont condamnés à 2 mois de prison pour avoir collé sur les murs des papillons anti-militaristes.

Angleterre. — Le chômage s'aggrave. Le bruit court que le gouvernement serait résigné à favoriser l'inflation, c'est-à-dire à émettre de grosses quantités de papier-monnaie qui, en faisant baisser la livre sterling, favoriseraient l'exportation et par conséquent la reprise industrielle.

Allemagne. — Hugo Stinnes, au nom des industriels de la Ruhr qui ont traité avec le général Degoutte, présente au Reich un cahier de revendications, comportant notamment la prolongation de la journée de travail. — Les social-démocrates de Berlin s'élèvent contre la grande coalition (le vote aura lieu le 21 octobre). — Au Reichstag, les communistes demandent que les magnats qui ont traité directement avec Degoutte soient poursuivis pour haute trahison. — L'accord est scellé entre les gouvernements (socialistes et communistes) de Saxe et de Thuringe.

MERCREDI 10 OCTOBRE

France. — En province, meeting du Comité d'Action. — Au Conseil général du Nord, les socialistes votent avec Loucheur (dans le Gard, Hubert-Rouger a voté l'ordre du jour de félicitations à Poincaré). — Poincaré reçoit le chargé d'affaires allemand et l'éconduit poliment ; le chef de l'impérialisme français estime que le moment de négocier n'est pas venu. — Le Comité national de la C. G. T. repousse et le front unique (qu'il considère comme une consécration de la scission) et l'unité (il se prononce une fois de plus pour l'unité à la base dans les syndicats confédérés) ; il vote une adresse amicale à M. Malvy ; Jouhaux est reconnaissant à celui qui fit de lui un homme d'Etat ! — Ouverture de la nouvelle librairie de l'Humanité, à Paris, 120, rue Lafayette.

JEUDI 11 OCTOBRE

France. — Meetings du Comité d'Action. — Congrès (à huis clos) de la Fédération réformiste des métaux ; elle repousse toutes tentatives de rapprochement avec les unitaires.

Allemagne. — Faute de quorum, au moment du vote sur l'ensemble, le cabinet Stresemann ne peut obtenir les pleins pouvoirs.

Espagne. — Mateu et Nicolau condamnés à mort pour le meurtre de Dato.

Algérie. — Ferrand, secrétaire de l'Union des Cheminots, est suspendu de ses fonctions.

VENDREDI 12 OCTOBRE

France. — Les communistes de la Seine tiennent leur Conseil fédéral. Discours de Treint sur la situation allemande.

Allemagne. — Dans la Ruhr, émeutes de la faim. Les troupes françaises rétablissent l'ordre (« l'ordre » qui accule à la famine et à la mort des milliers de malheureux !). A Solingen (zone anglaise), onze tués. — A Dresde (Saxe), le cabinet Zeigner, dont font par-

tie trois communistes (Heckert, Boettcher et Brandler) se présente devant le Landtag.

SAMEDI 13 OCTOBRE

France. — Nombreux meetings du Comité d'Action. Le meeting de Paris traite à la fois de la révolution allemande et de la condamnation de Mateu et de Nicolau. — Ouverture à Paris de la campagne en faveur de la candidature Midol.

Allemagne. — Par 316 voix contre 24 et 7 abstentions, le Reichstag accorde les pleins pouvoirs au cabinet Stresemann. Celui-ci publie ses premières ordonnances, dont l'une supprime, à la demande des magnats l'impôt sur le charbon. — Dans un manifeste, le P. C. explique la signification de l'entrée de trois communistes dans le cabinet saxon.

DIMANCHE 14 OCTOBRE

France. — A Perpignan, mort de la mère d'André Marty. — A Paris, Conseil national du Parti Communiste : il étudie les moyens de soutenir la révolution allemande et « charge la direction du Parti de prendre toutes les mesures d'exécutions utiles ». — A Evreux, Millerand, dans un grand discours défend le Bloc national et demande la révision de la Constitution dans un sens autoritaire.

Allemagne. — Le Reich veut supprimer les centuries prolétariennes saxonnes. Le gouvernement saxon s'oppose à l'exécution de cet ordre. — Libération du chef nationaliste Rosbach. — Les cheminots rhénans sont autorisés à reprendre du service.

MEMENTO

L'Humanité a publié :

— Le 8 octobre : *L'Assassinat d'un peuple* [Le peuple allemand], *le Suicide d'un parti* [La social-démocratie] (Ch. Rappoport) ; *Révolution-Civilisation* [M. Daniel Halévy ; les Cahiers verts, les U. P., etc.] (Marcel Martinet) ; *Ce qui s'est passé le 30 septembre à Dusseldorf* [corresp. particulière] ; *Un journal fasciste en France* ; deux appels du Comité fédéral de la Seine.

— Le 9 : *Un gouvernement ouvrir en Saxe* (J. Humbert-Droz) ; *le Fascisme démoralisateur* (J. Mesn'1) ; *M. Reibel et les combinaisons des sucres* (F. Meunier) ; *la Crise viticole* (A. Valbert) ; *la Politique réactionnaire de Mussolini* (J. M.) ; *Pour la défense du prolétariat allemand* [la C. G. T. U. propose le front unique à la C.G.T.] ; *le Problème de l'unité* (la C. E. de la C.G.T.U.).

— Le 10 : *Etablissons un projet d'assurances sociales* (G. Léon) ; André Marty répond aux résistants ; *les Tendances au pied du mur* [réponse à Monmousseau] (Marie Guillot).

— Le 11 : *Pour quand* [la révolution allemande] ? (A. Treint) ; *le Procès Dato : un témoignage capital* [du correspondant du Temps] en faveur des accusés.

— Le 12 : *La Terreur blanche en Bulgarie* [rôle de Sakarof et des social-démocrates] ; *la Monnaie communiste* (R. Louzon) ; *l'Exposition agricole de Moscou*.

— Le 13 : *Midol exilé* (P. Monatte) ; *Henry Becque* (M. Martinet) ; *La conférence paysanne internationale* [de Moscou].

— Le 14 : *Le Paradis* (André Marty) ; un appel du Comité d'Action [Pour les Conseils d'usines, souscrivez] ; la désagrégation des « résistants » ; l'A. R. A. C. *unanime* (R. Pozot) ; *Albert Thierry* (Louis Clavel) ; *Mallarmé* (M. Martinet) ; *Capitalisme-Barbares* (M. Martinet) ; *les rapports de Broutchour* (Rosmer) ; *Après la grève du gaz* [triste rôle des lafayettistes] (E. Baljean) ; *Notes économiques* (Louzon) ; Commission exécutive de la C. G. T. U. du 12 octobre.

Le Gérant : VANDEPUTTE.

TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
122, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.